

Radio VOSSTANIE

Pour une critique de l'idéologie identitaire

Avec le GARAP - 18 juin 2016

Vosstanie – Émission autour de l'identité au sens large, que l'on aurait pu titrer « Pour une critique des idéologies identitaires », mais on a gardé le singulier pour englober le même phénomène historique lié à l'aliénation, c'est-à-dire la séparation au sens large. Mais surtout la séparation dans la sphère de production, le travail, la vie quotidienne, qui impose des formes d'assignation dont on va détailler les paradoxes. Ce choix de titre privilégie une méthode d'analyse qui nous permettra d'aller du général au particulier, pour ensuite revenir au général dans la conclusion. On va essayer d'éviter le jonglage avec les différents concepts réifiés du monde bourgeois. On se propose de dialectiser le réel pour tenter une analyse totale, et donc de réhabiliter la totalité ; problématique désuète semble-t-il, qui ne donne pas la possibilité aux spécialistes en tous genres et autres commerçants des idées de vivre de leur rente de situation, réelle ou symbolique. Il s'agit donc d'éviter de prendre les débats par l'angle du trou de serrure, qui sont des pièges politiques (mais on rentrera, là aussi, dans les détails ultérieurement), car ils permettent la stigmatisation et la réduction à ce que l'on voudra, sans entrer dans le cœur d'analyse et de rester perpétuellement au niveau de l'écume de celle-ci. Et sans remettre bien entendu en question le capitalisme, et donc par là-même remettre à jour la perspective communiste. Est-ce qu'il est opportun de traiter de ces questions-là au moment de la « Loi travail » ? On pourra répondre qu'il n'y a jamais de bons ou de mauvais moments, et que cette émission était déjà programmée depuis bien longtemps ; de plus, tout est connecté, tout se chevauche. Alors c'est quoi l'identité ? A l'heure où se mettent au devant de la scène des homos nationalistes, des femmes voilées féministes, des lutteurs de classes patriotes, des communautaires fiers d'être Français, des racialisés chez des anarchistes, des décoloniaux d'ultra-gauche, des « appelistes » qui battent leur coulpe d'Occidentaux décadents, des réminiscences suprématistes de toutes les couleurs, des anciens trotskystes critiques qui nous disent qu' « *en France il y a une ethnie dominante* », et que nier le concept de race c'est être un « *négationniste de la race* », il y a de quoi se dire qu'il n'y a plus de boussole, et que dans ces milieux groupusculaires, on est en train de recréer des lignes de fracture énormes autour de problématiques ethnoculturelles. Et que se substitue progressivement à la lutte des classes, la lutte pour la reconnaissance des identités. Alors ce n'est pas ce qu'on pense, et on va le développer. On pourrait s'en moquer, fuir, mais ce n'est pas le cas. A ce sujet-là, on accorde notre soutien

politique aux camarades de la Discordia, qui ont organisé deux débats qu'il fallait absolument faire sur le concept d'islamophobie et de la théo-compatibilité de certains courants d'extrême-gauche et libertaires avec des religieux, mais aussi sur les mêmes accointances avec les « racialisés », à savoir ceux qui veulent se réapproprier le concept de race et qui nous servent la même vieille soupe anti-impérialiste des nations prolétaires, aux couleurs de la race bien sûr.

Il est certain que le débat est très épineux, parce que finalement nous sommes sommés de nous définir, ce que bien sûr nous refusons, entre l'universalisme marchand et l'ethno-différentialisme marchand. Peut-être existe-t-il une autre piste mais elle prend inévitablement le chemin de la révolution et de la destruction du capitalisme. Cette émission c'est donc proposer des pistes de réflexion collectives sur ce qu'il se passe, pour revenir un peu sur le concret et la totalité.

Alors, le mot identité, c'est peut-être ce que l'on va essayer de dégrossir dans un premier temps. « identité » vient du mot grec qui signifie « le même ». Peut-on tenter de définir le concept d'identité – concept peut-être passe-partout – à partir d'abord de ce qu'il nous renvoie d'emblée sur ce qu'est l'identité et la figure du même. Il est d'ailleurs étonnant que l'identité soit l'objet de débats et que le même fasse son retour en force. Le débat sur l'identité n'est-il pas quelque chose qui nous serait en propre, et qui nous rendrait paradoxalement très différent des autres ? Même si on est les mêmes, le concept d'identité nous permet aussi de nous construire une individualité, une forme qui nous distingue des autres. Il est très étonnant que l'on soit dans un éloge du même alors que cette notion construit du différent. N'y a-t-il pas quelque chose de paradoxal à ce que ce débat s'invite sous cette égide du même alors que nous voulons nous différencier ?

GARAP – Donc, ce que tu induis, ce serait que poser l'identité, c'est aussi poser dans une même lancée une forme d'exclusion de l'autre, c'est-à-dire un point d'identification avec ceux à qui je ressemble, dans le cadre d'une exclusion de l'autre.

Vosstanie – Oui, ce qui est très étonnant, parce que dans cette volonté de distinction, il y a comme une adhésion intrinsèque. Autant on cherche à s'identifier par rapport aux autres, autant on recherche le même. Pour autant, dans les définitions sur l'identité, on retrouve toujours un rapport aux autres, parce qu'on ne peut pas avoir une identité en soi, c'est toujours par rapport à ceux qui nous entourent.

GARAP – Ça s'inscrit dans l'altérité, dans la temporalité, parce qu'il y a un rapport au passé, au présent et au futur, et ça s'inscrit aussi dans la géographie, par extension. On verra que ces trois dimensions vont revenir en permanence dans le cadre du débat de ce soir. C'est-à-dire que l'identité, quand

elle est mise en avant, est amenée rapidement à verser dans l'identitaire, c'est-à-dire qu'il y a une composante dans mon identité qui est favorisée, privilégiée, au détriment des autres, et à partir de laquelle je vais me construire, ou plutôt être construit, dans un rapport qui, de plus en plus, va se cristalliser, va devenir un rapport de réclusion.

Vosstanie – Ce qui est marrant, c'est qu'on est passé de l'ordre d'un substantif, l'identité, à un subjectif, « identitaire ». N'y a-t-il pas un changement radical d'optique pour être passé d'identité à identitaire ? N'est-ce pas le révélateur de quelque chose d'autre ? Autant on peut comprendre qu'on ait analysé dans cette étymologie, qui est de l'ordre de la compréhension des mécanismes qui se mettent en place pour négocier le fait de se reconnaître, mais justement le fait d'être passé d'identité à identitaire, ça n'a pas changé un peu les paradigmes des enjeux actuels ?

Vosstanie – L'identité est quelque chose qui se construit au cours du temps, mais à partir du moment où est définie une identité, il faut savoir aussi par qui elle est définie. C'est-à-dire que, quand cette définition des identités se met en place, automatiquement, il y a une séparation, et à partir de là il y a hiérarchisation. Donc, de quel point de vue on se place pour déterminer l'autre comme différent ? Qui le détermine de cette manière ? Qui impose ces différentes définitions et ces différentes séparations ? A partir du moment où cette définition se met en place, il y a automatiquement une hiérarchisation. Mon identité vaut-elle mieux que la tienne ? En tant que ce que je suis reconnu, suis-je supérieur/inférieur à toi ? L'identité, c'est l'altérité, mais aussi la séparation, la hiérarchisation avec ses différents degrés de séparation ; par conséquent il y a aussi la notion de rejet des autres en tant qu'êtres inférieurs à soi lorsque s'invite le phénomène identitaire.

Vosstanie – GARAP, tu disais à juste titre que l'identité est une notion construite avec un environnement, pas forcément naturel, c'est une construction sociale. N'y a-t-il pas un phénomène très contemporain dans le fait de se construire absolument une identité, de manière à raisonner à l'intérieur d'une interaction avec l'autre, c'est-à-dire à se reconnaître et à se faire reconnaître par l'autre ? Car j'ai l'impression que ce sont ces enjeux qui sont au cœur de ces concepts sur l'identitaire, un besoin ardent des individus et des groupes à se faire reconnaître.

GARAP – De fait, on constate que l'idéologie identitaire, au sens large du terme, rencontre un certain succès, c'est d'ailleurs pour ça que l'on a décidé d'en faire le sujet du débat de ce soir. C'est bien qu'il y a un besoin d'être reconnu. Pourquoi ? Est-ce que ce n'est pas parce qu'il y a une uniformisation qui travaille en contrepoint les sociétés à partir de laquelle on doit prendre un

contrepied et essayer de se définir dans quelque chose de singulier, et qui se base sur de l'identité au sein d'un groupe, d'une réalité sociale, d'une culture.

Vosstanie – Justement, il y a un truc assez paradoxal, car autant on voit les identités comme quelque chose de statique, voire rigide, et pourtant on a quand même l'impression qu'elles sont de plus en plus mouvantes, plastiques ? On peut se demander pourquoi il y a de grands phénomènes de crispation qui amènent les notions d'identité à se rigidifier et se réifier.

Vosstanie – Peut-être qu'on peut faire un rapprochement avec le capitalisme et la marchandise. Les personnes vont essayer de se définir et se construire dans une identité pour se reconnaître à l'intérieur de la marchandise, se trouver un vecteur dans la marchandise et la société pour exister à travers elle et se retrouver dans ces échanges-là.

Vosstanie – Justement, en parlant de marchandise, ne peut-on pas tenter de comprendre comment la dynamique s'inscrit dans le développement de la construction des identités, parce que la dynamique du capitalisme impose, au-delà de la condition de l'espèce, une séparation des hommes et des femmes avec les moyens de subsistance ? Le travail, c'est l'objectivation, c'est-à-dire que c'est le fait de déposer dans un objet les conditions de survie de l'espèce, mais il y a aliénation, séparation des moyens de production. Est-ce que, sous les conditions du capitalisme moderne, les individus doivent être considérés comme des travailleurs libres pour la marchandise ? Est-ce que cette individuation, et même l'individualisme, n'est pas le fruit du processus historique ? Avec toutes les ambiguïtés des injonctions paradoxales, et qui sont liées à la subjectivation, la déréalisation, la réification, est-ce que les identités ne sont pas des formes fétichisées de la relation des choses que les groupes et les individus ne sont pas capables de vivre ? Les gens/les groupes ne mettent-ils pas dans les choses et les idéologies, notamment identitaires, tout ce qu'ils n'arrivent pas à vivre ? Ce phénomène n'est-il pas tout simplement la recherche d'une quelconque distinction face à un monde de plus en plus hostile, ou parce qu'on demande paradoxalement à l'individu d'être aussi libre que la marchandise, alors qu'au fond il n'en est rien ? Pour autant, le capitalisme a besoin d'un être subjectif capable de se greffer à une identité librement choisie, et pour autant ces fétiches idéologiques/identitaires sont le pur produit du capitalisme.

GARAP – Je pense en effet que ça relève de ce processus-là. Ça relève du déploiement marchand dans l'ensemble des domaines d'activité humaine, c'est-à-dire que le travailleur a été dépouillé de ses moyens de production, et ensuite il a fallu le faire consommer. Si aujourd'hui, on est face à un capitalisme, c'est bien celui-ci, à savoir un capitalisme englobant, « totalitaire », à l'intérieur duquel l'individu n'a pas d'autres choix que celui de se définir comme support

et comme dynamique de la marchandise. Je pense que là on touche déjà à une certaine fondation de la problématique de l'identité, car ça renvoie à cette dépossession de l'individu qui est rapidement rhabillé sous des formes marchandes : on n'est pas face à des travailleurs nus qu'on envoie se faire exploiter dans les usines, et ensuite qu'on renvoie chez eux, où ils font alors ce que bon leur semble. Ce phénomène pouvait encore être le cas au XIXe siècle. Depuis, le capitalisme a investi l'ensemble des espaces de réalisation humaine, et nous nous retrouvons face au faux choix de l'abondance marchande/spectaculaire, et c'est ce qui est à l'œuvre avec le phénomène de l'identité. Quand même, ça renvoie aussi à un phénomène plus problématique du capitalisme tel qu'il s'est défini fin des années 1960, début 1970. Le déploiement identitaire, ça se base aussi sur le retrait de ce qui était au départ avancé par le capitalisme quand il nous vantait la liberté individuelle : c'était aussi l'idée de la liberté politique, c'est-à-dire le pouvoir d'intervenir en tant que citoyen sur les institutions et l'État, même si ce n'était pas vrai, et cette formule a été largement déployée. D'où le paradigme laïque, à savoir la liberté d'être et d'agir. Ce n'est plus vraiment le cas actuellement, nous sommes même face à un mouvement opposé à cette logique-là, et on assiste plutôt à une culturalisation qui vient dépolitiser les anciennes formes de liberté telles qu'elles nous étaient vantées. Donc il y a 40 ans s'est mise en marche cette forme de privation/privatisation d'une liberté politique fondamentale. Tout à l'heure, on parlait de cette réclusion identitaire à laquelle le phénomène d'identité aboutissait. Cette réclusion identitaire, c'est le fait d'être assigné à une identité pour fermer sa gueule. En ce sens, la logique identitaire vient totalement se conformer à un monde qui est fermé dans l'univers marchand ; il n'y a aucun dépassement possible. C'est ça, actuellement, la question identitaire : ça vient priver, obstruer, les capacités de l'individu, une fois libérée par le capitalisme, de pouvoir totalement s'épanouir en tant qu'individu libre, c'est-à-dire libre d'agir sur le réel et de le transformer à l'infini. Là aussi, je pense que l'on est au cœur de la question.

Vosstanie – En effet, je pense que la question de la marchandise met tout le monde au même niveau, et si l'identité prend le pas, c'est une réappropriation du champ politique qui s'opère. Car au final, l'identité recrée de la similarité, des collectifs, des questions politiques, et elle sort de l'atomisation à travers le prisme de l'identité. Ainsi, on se sépare mais on se retrouve aussi, et c'est peut-être quelque chose qui se met en branle contre la toute puissance de la marchandise qui atomise et lisse toutes ces relations-là, donc qui dépolitise en dernier ressort. Ainsi, l'identité tente de repolitiser et rassembler autour de différences, dans une envie de réappropriation.

GARAP – D'accord, mais elle le fait autour de formules en continuant le processus, et là il y a paradoxe. Il s'agit plutôt d'un prétexte, en cela je suis

d'accord, car cette façon d'envisager l'identité vient rassembler dans des formes de séparation appuyées et exacerbées.

Vosstanie – Tout à fait, d'autant plus que ces formes s'effectuent dans un même rapport à la marchandise.

GARAP – Tout à fait, ces phénomènes servent à exalter le rapport marchand.

Vosstanie – N'oublions pas que le capitalisme, c'est la séparation achevée. Donc, en résumé, on peut dire que la résurgence des identités se fait dans un moment particulier de développement du capitalisme, qui est celui de la fragmentation la plus absolue, et qui réinjecte faussement de la communauté et des points d'achoppement, de recomposition, mais dans une dynamique qui accompagne la sphère de la marchandise.

GARAP – Bien entendu, on recycle la séparation. On se nourrit de la séparation, qui est sécrétée par le capitalisme, pour venir exacerber ce dernier. Et c'est ce phénomène qui s'est déployé il y a 40 ans. Au début des années 1970, il y a une crise de production qui s'est déclenchée, et une réaction tous azimuts s'est mise en place, idéologique et sociétale.

Vosstanie – C'est très paradoxal, car le capitalisme se veut être une forme de relativisme. Et c'est très étonnant que tout cela vienne sous les traits d'une rigidité des comportements, d'une essentialisation. Paradoxal, et dynamique. On voit fleurir tous ces aspects identitaires, au sens large du mot, car pour le coup on fait du réductionnisme.

GARAP – Et on le revendique, car toute approche est forcément réductionniste, au-delà des anathèmes...

Vosstanie – On voit poindre depuis quelques années les phénomènes d'identité nationale, d'identité ethnique, d'identité culturelle, et bien entendu d'identité religieuse. Viennent se mettre dans le caddie les identités dites « de genre ». Qu'est-ce que ça veut dire que cette inflation des identités ? Au-delà des processus propres au capitalisme, de quoi est-ce le signe ? N'y a-t-il pas en jeu le phénomène de réification sur le fait que les choses se crispent, se rigidifient sous des formes souvent rétrogrades, réactionnaires voire obscurantistes, alors même qu'au cours d'une vie, pour revenir à ce qui a été dit précédemment, les identités sont dynamiques et mouvantes, au gré de parcours et de migrations ?

GARAP – Je pense qu'on est au carrefour de deux processus

fondamentaux : un processus d'intensification marchande, coûte que coûte, et un épuisement des formules pseudo-alternatives et qui se basaient sur des paradigmes laïques, bureaucratiques, de développement marchand. Ce à quoi on a assisté à partir des années 1970, c'est l'épuisement de toutes les formules qui appelaient à la modernité, par exemple dans les pays sous-développés ; c'est aussi les politiques qui frappaient de plus en plus la reproduction sociale dans les pays avancés. Ça vient complètement travailler un terreau pour que l'identité, c'est-à-dire un particularisme, un différentialisme, s'épanouisse pour devenir une formule de redynamisation de la marchandise. En gros, on a un abandon d'un certain universel qui avançait des formules alternatives au capitalisme, ce qui n'est pas vrai en réalité, et ça a abouti à ce qui nous préoccupe ce soir.

Vosstanie – Je parlais d'identité culturelle, ethnique, nationale. N'y a-t-il pas des formes d'anachronisme à tout ça ? On voit bien que toutes ces problématiques ont été à la base de la construction des États-nation. Est-ce que ce débat est encore à l'ordre du jour ? On pourrait croire que cette question est dépassée, pour autant elle est fortement mise en avant, ce qui est problématique. Le débat sur l'identité est loin d'être nouveau, car la question de l'ethnicité était déjà au fondement du capitalisme au début du XVe siècle. Que comporte aujourd'hui cette résurgence ?

GARAP – Les enjeux sur cette question sont principalement ceux de la recomposition marchande. C'est l'éternelle déviation d'un potentiel sujet révolutionnaire qui pourrait se construire contre toute la logique capitaliste. Ce qui a travaillé les extrêmes-droites dans les années 1970 - et qui s'est ensuite déployé dans toutes les politiques institutionnelles -, ce sont ces crispations de l'identité en réaction aux phénomènes migratoires. On culturalise la question politique, donc par extension, on peut ethniciser la question sociale. Tout cela travaille à une décomposition, à un empêchement de la composition d'un sujet historique dont on croit qu'il ne pourra plus jamais réapparaître à partir du moment où on l'a assimilé à des formules politiques qui ont subi l'échec : les formules de type bureaucratique de représentation prolétarienne basées, par essence, sur la falsification. Cela accompagne une véritable réaction qui a été enclenchée à la fin des années 1970, une réaction politique qui accompagnait une intensification de la valorisation capitaliste. Le capitalisme s'est transnationalisé, mais il a aussi déclenché une guerre frontale contre la reproduction sociale, c'est-à-dire contre les salaires, mais aussi contre les mécanismes de redistribution de la richesse et, par extension, une traque aux « acquis sociaux ». On remet tout ça en question. Ainsi, en culturalisant les débats, la question politique, et par extension la question sociale, on accompagne, on intensifie, les points de recomposition marchands. Les formes d'expression, qui peuvent être contestataires, se basent toutes non pas sur des

formes de sécession d'avec le capitalisme, mais sur des formes d'intensification, d'exacerbation de la prédation capitaliste. On a des exemples sous les yeux : que ce soit Daesh, ou toutes les politiques rétrogrades qui sont mises en place par le biais des mesures prises par les gouvernements des pays développés, on s'aperçoit que tout ça concorde dans un même sens qui vise à ne pas reproduire la société. Le problème de la pauvreté est traité sous des formes caritatives, compassionnelles et, là, rentrent en jeu toutes les thématiques religieuses et identitaires. Elles permettent d'accompagner le *statu quo*, le non-dépassement suivi de l'intensification du rapport social capitaliste.

Vosstanie – Est-ce que la culturalisation de la politique ne vient pas en réponse à l'échec de la tentative de l'assaut prolétarien ? Parce que globalement, l'échec du projet révolutionnaire, la façon dont il a été liquidé/détourné, ça a peut-être été le champ de l'investissement culturel, que d'autres appelleraient le métapolitique. Pour l'extrême-droite, il s'agissait ainsi de s'enraciner dans des thématiques culturelles. N'y a-t-il pas tout un champ de la politique traditionnelle qui a été investi, de fait, pour des raisons stratégiques, par les luttes parcellaires, et auquel participe peut-être le phénomène autour de l'identité, qui se serait développé sur le même terrain que l'ancien projet révolutionnaire dès lors abandonné ?

GARAP – Projet abandonné ou réprimé. Car il s'agit surtout d'une répression, même au travers de formules qui se revendiquaient de ces alternatives au capitalisme ou du dépassement du capitalisme. Évidemment que ça se base sur un échec. C'est au carrefour d'un échec qui avançait derrière des projets bureaucratiques – je n'assimile pas du tout le projet prolétarien aux formules bureaucratiques qui étaient censées le représenter – qui se sont soldés par un écrasement de l'assaut prolétarien, avec toutes les caractéristiques propres au XXe siècle. Ça a abouti à la prolifération des identités.

Vosstanie – Les années 1970 sont le moment du déploiement des luttes parcellaires et des luttes autour de l'identité, si bien que, malgré le fait que l'on pourrait nous rétorquer que ces deux types de luttes sont très différentes, il y a bien évidemment des points de jonction. Toutes les luttes revendicatives pour des droits accompagnent tout de même des aspects culturalisants des luttes, que l'on pourrait nommer les luttes sociétales. Il y a des points de jonction évidents. Il n'est pas question de reprocher à des individus ou groupes de lutter pour le droit à l'avortement, ou pour le féminisme, ou pour obtenir des droits supplémentaires pour une égalité de traitement dans un cadre égalitaire bourgeois. Mais tout cela n'a-t-il pas justement accompagné une problématique proche du lobbyisme, de l'identitarisme et du souhait de reconnaissance dans la sphère politique bourgeoise, et n'a-t-il pas achevé d'enfoncer le clou des aspects identitaires de la politique ? On a l'impression de trouver sur la scène du combat

marchand identitaire énormément de gens qui étaient présents au sein de l'extrême-gauche des années 70-80, et qui sont pour certains proches des milieux tiers-mondistes, et pour d'autres proches de l'extrême-gauche bureaucratique ou partidariaire.

Vostanie – En effet, je pense que sur des questions d'identité, sexuelles ou ethniques, on peut se retrouver sur des mots d'ordre assez réformistes, ce qui débouche sur une réappropriation par le pouvoir, et c'est sur ça que s'achèvent ces combats. Les identités aujourd'hui débouchent sur une réappropriation d'une part du pouvoir par ceux qui les mettent en avant, et donc agissent dans une perspective carriériste ou lobbyiste, en épousant les règles déjà établies qu'il ne s'agira absolument pas de remettre en question.

GARAP – Cette vision est d'ailleurs au cœur du travail qu'entreprend le Parti des Indigènes de la République (PIR). Derrière leur dénonciation perpétuelle de ce qu'ils nomment le « champ politique blanc », il y a surtout une volonté de faire de la politique à l'ancienne mais entre gens moins « « blancs » ». En gros il ne s'agit que de ça, sans aller au-delà. Le PIR, à ses débuts, avaient même dénoncé le système de recrutement au sein des Renseignements Généraux, en pointant du doigt le fait que les RG n'embauchaient pas assez de musulmans. Et donc ils ont écrit un communiqué pour demander *de facto* à ce qu'il y ait une part plus importante de musulmans dans les RG en France. Tous ces discours basés sur l'ethnie et/ou la religion et/ou la « « race » » ne visent en réalité qu'à répartir différemment les pouvoirs au sein de la classe dominante française ! Et tout le vernis subversif ne sert qu'à masquer cette réalité tristement réformiste (au mieux). Les envolées à prétention lyriques de Houria Bouteldja sur les plateaux de télévision, servent à masquer cela.

GARAP – Je voudrais juste mettre un petit bémol par rapport à ce que vous disiez sur la répartition du pouvoir qui était engagée par la mise en avant de revendications sur les droits. Il y a quand même eu un retournement, c'est-à-dire qu'on ne peut pas comparer le fait de revendiquer le droit à l'avortement avec aujourd'hui la revendication du droit à une religiosité dans les espaces publics, accompagnée de discours rétrogrades comme le fait que la terre a été inventée il y a 6000 ans, en refusant complètement les apports de Darwin, etc. Ces deux types de revendications n'ont rien à voir, c'est-à-dire qu'il y a eu un retournement de situation ces 30 dernières années. C'est à prendre en compte sérieusement, car derrière le discours identitaire, il y a forcément une régression sociale à l'œuvre, l'aménagement d'un monde où n'ont de voix que le capitalisme et son intensification, contre la population. On assiste vraiment à un recul jusque dans le domaine de la raison, de la liberté individuelle au sens littéral du terme, car il y a un aspect carcéral et régressif à l'œuvre. C'est ainsi

que le droit à l'avortement est remis aujourd'hui fortement en question, y compris dans les pays avancés. Et la question de la femme est une question essentielle pour les politiques identitaires, car il s'agit d'un point d'achoppement, d'une clé de voute, qui vient structurer énormément de thématiques, de mythes, de références, dans le cadre de politiques identitaires et identitaristes.

Vosstanie – D'un point de vue strictement progressiste, je te suis. Mais d'un autre côté, le paradoxe c'est l'infiltration dans des luttes sectorielles, par exemple le féminisme, de phénomènes identitaires voire religieux comme les revendications de « féministes » voilées.

GARAP – Dans ce cas-là, ce ne sont pas des féministes. On assiste à une appropriation, que l'on pourrait qualifier d'expropriation, de la langue-même de l'émancipation. Il y a tout un jeu pervers qui s'effectue et qu'on rencontre en permanence lorsque l'on affronte le phénomène identitaire. Ça te fait passer des vessies pour des lanternes. Une féministe voilée ne sera jamais féministe, c'est un tissu de conneries politiques notamment avancé par les Frères Musulmans pour faire passer la conquête de l'espace public par leur doctrine religieuse sous couvert d'émancipation. On vient confondre la régression avec l'émancipation, et cela se produit lorsque viennent adhérer à ces conceptions des relativistes (ceux qui considèrent qu'il n'y a pas / plus de projet universel) - tels que le sont une bonne partie des militants de la gauche et de l'extrême-gauche -, auxquels viennent se greffer des scories de l'anti-impérialisme.

GARAP – On ne peut pas mettre sur le même plan les luttes parcellaires concernant la revendication de certains droits dans une visée progressiste, et des luttes menées dans un cadre strictement identitaire. Il faut appréhender avec méfiance ces luttes parcellaires car elles sont clairement détachées d'une perspective concrètement révolutionnaire. Pour le cas du mouvement féministe, la perspective était toute autre dans les années 1970, car le combat était lié à cette époque à un projet révolutionnaire, et était porté par l'assaut prolétarien contre le vieux monde. Ces luttes parcellaires d'aujourd'hui sont clairement détachées de la perspective révolutionnaire. Par contre, les autres luttes identitaires sont, elles, réactionnaires *par essence*, et soutiendront le capitalisme jusqu'au bout.

Vosstanie – C'est exactement là où je voulais en venir, c'est-à-dire que l'on désenclave la problématique d'émancipation globale sur un seul point sans remettre en cause le reste. Cela dit, du point de vue de la légalité bourgeoise, pour des droits fondamentaux progressistes, je m'en satisfais. Mais il est évident que le fait d'avoir morcelé en luttes parcellaires le projet d'émancipation globale a permis à des brèches de se creuser. Dès lors, des projets beaucoup moins

louables se mettent en place et arrivent à pénétrer des sphères militantes sous couvert d'habits émancipateurs.

Un truc me paraissait important pour aborder la dynamique du capitalisme, et j'avais envie de vous en proposer le débat, c'est ce qu'au GARAP vous aviez développé dans La lettre à Nour. Serait-il possible de connecter le mouvement tectonique qui se met en place à cette dynamique du capitalisme, qui dit beaucoup sur ce qui se passe autour de l'identité et, en même temps, permet de lever un peu notre nez de notre vision franco-centrée en abordant les phénomènes transnationaux du capitalisme qui arrive à un stade de développement particulier ?

GARAP – La lettre à Nour est sortie en août 2015. C'était une réaction par rapport à tout ce qu'on entendait sur la menace de l'extrême-droite, son de cloche très prégnant dans les médias à l'époque, et qui permettait de revenir en profondeur sur la notion de sous-fascisme. Clairement, on nous dit qu'il y a une menace de l'extrême-droite en tant que porteuse de politiques dangereuses, tout cela dans le but de faire peur à beaucoup de gens, surtout ceux qui ont le cœur à gauche – ce qui chez nous ne nous fait ni chaud ni froid, car on se fout royalement de la gauche. Ce gros dossier vient analyser la connerie d'une telle proposition ; le petit fétiche antifasciste ne restera là que pour servir de dérivatif, parce qu'en réalité avec la révolution conservatrice qui s'est enclenchée fin des années 1970 début 1980, se sont développées des politiques, des thématiques qui sont d'extrême-droite afin d'aboutir à une hégémonie culturelle de l'extrême-droite aujourd'hui. Si bien que circonscrire la menace de l'extrême-droite à des partis comme le Front National, c'est pour nous quelque chose de stupide. Le capitalisme, à cette même époque, est dans une grosse crise de productivité, et en même temps va s'intensifier, et ceci aboutit à une transnationalisation du capital qui va mettre en concurrence les travailleurs et soumettre à la loi du marché une grosse partie des domaines d'activité humaines au niveau mondial. Cette globalisation s'axe dans une réaction politique tous azimuts. Ça recoupe la notion de sous-fascisme, car cela vient souligner le totalitarisme marchand qui rend obsolète le fascisme en tant que tel. Cette situation suscite toutes ces politiques identitaires, comme autant d'expressions de l'infra-politique. En fait, on met en place des mesures répressives et coercitives par l'épanouissement du marché, la mise en concurrence exacerbée, et des politiques de régression sociale. Dans cette optique, le fascisme tel qu'on l'entend n'a plus lieu d'être. À partir du moment où le capitalisme porte intrinsèquement une forme de régression sociale qui travaille à l'écrasement des salaires au niveau mondial, qui travaille au pillage de la nature mais aussi des moyens de production (pillage du capital constant sans le recomposer), cela renvoie également à ce qu'on appelle la financiarisation de l'économie, qui n'est pas vraiment un mythe. Même s'il n'y a pas vraiment de dissociation entre la finance et la sphère de production, on s'aperçoit de la mise en place de formules d'exploitation effrénée

de la force de travail. À l'autre bout de la planète, des centaines de millions d'individus travaillent pour des grandes transnationales dans des conditions qui rappellent les conditions qui existaient au XIXe siècle sous nos latitudes. Ça amène aussi à s'intéresser aux politiques publiques, c'est-à-dire à l'État, qui se met de plus en plus au service d'intérêts privés, ou plutôt qui organise la dérégulation, c'est-à-dire qu'on a des normes juridiques, que certains appelleraient la superstructure, qui se modifient au service d'intérêts particuliers. Donc il y a un changement au niveau des institutions, et ce changement travaille à une culturalisation de la société, pour renoncer à de vieux paradigmes qui sont devenus trop coûteux car garants de mécanismes de redistribution. Donc ça appelle à ce que la société devienne de plus en plus archaïque en termes de mœurs, de rapports sociaux, mais toujours dans une optique de valorisation de la marchandise au travers de formes solvables. Alors bien entendu ça recroise le chemin de vieilles philosophies, ou plutôt d'idéologies matérialisées, qui travaillent le cœur même des institutions et de la société, et qui sont porteuses de projets régressifs comme par exemple la doctrine sociale de l'Église, que l'on voit s'épanouir au sein des institutions européennes - qui rencontrent un certain nombre de représentants de communautés religieuses, comme la Confrérie des Frères Musulmans, ou diverses institutions juives. Ce sont des politiques qui travaillent au caritatif, à ce que le prolétariat ne soit plus considéré comme un sujet politique avec qui on négocie un contrat, mais plutôt comme un objet que l'on va devoir mater, sur lequel on va devoir asséner des politiques coercitives et répressives. Tout ça fait appel aux registres culturel, essentialiste, idéaliste, religieux, qui habitent le cœur même de l'extrême-droite. Au passage, on s'aperçoit que bon nombre des fossoyeurs de l'assaut prolétarien au nom du prolétariat durant le XXe siècle - c'est-à-dire les différentes formules de bureaucraties et de représentations prolétariennes (partis marxistes-léninistes, social-démocratie) - travaillent en ce sens, sont main dans la main pour accompagner ce même projet. Eux-mêmes travaillent à la promotion du différentialisme, à l'aménagement de ce rapport capitaliste, y compris sur le terrain social. - On n'est pas là pour développer une vision du capitalisme comme rapport technique à l'intérieur de la sphère de la production ; ceux qui pourraient nous taxer de « réductionnistes » ont cette conception des choses, pensent que le capitalisme est un univers reclus au sein de l'entreprise, ce qui n'est plus le cas depuis bien longtemps. Le capitalisme a complètement retransformé l'ensemble des dimensions sociales, a fait du producteur un consommateur ; et, à travers les politiques publiques, le capitalisme a toujours eu cette prétention de pouvoir régir l'ensemble de la société, par le biais de l'État - Ainsi ces acteurs d'extrême-gauche travaillent dans le sens de l'aménagement d'une régression sociale généralisée. C'est pourquoi ces particularismes, ces différentialismes, sont ouvertement avancés par des formules bureaucratiques qui ont connu un échec et sont discréditées des masses ; ce sont des vieilles casernes à l'abandon qui cherchent des points de

recomposition, de nouvelles dynamiques pour pouvoir perdurer. On peut tout à fait envisager la question de l'anti-impérialisme comme passerelle avec les pires formes de réactions culturelles et religieuses, c'est-à-dire comme passerelle entre l'extrême-gauche et l'extrême-droite. Cette logique a pris véritablement son envol à partir de la fin des années 1970, donc à partir du moment où le rapport capitaliste au niveau global s'est restructuré sur cette dynamique ultraréactionnaire et transnationale de valorisation.

Vosstanie – Si on comprend bien, la culturalisation du débat et l'identitarisme seraient le cheval de Troie, grâce au discours religieux, de quoi ?

GARAP – Il serait le cheval de Troie de toute cette régression sociale à l'œuvre. Qu'est-ce que la régression sociale ? C'est le fait que, en tant que travailleur, tu fermes ta gueule : t'acceptes de voir que ton salaire est réduit, tu n'as plus le droit de défendre ta position sociale au sein de l'entreprise et en-dehors, sauf à travers des formes préétablies qui sont hiérarchiques, répressives, identitaires. Et ça travaille également à une privatisation généralisée.

Vosstanie – C'est toujours contre-tendanciel, parce qu'on a l'impression d'une fluidité du rapport marchand, et pour autant on est face à des formes ressuscitées d'emprises réactionnaires. La religion est-elle toujours une formule opératoire dans le monde de la marchandise ?

GARAP – La religion à laquelle on a affaire aujourd'hui, ce n'est pas celle d'il y a 400 ans. Pourquoi ? Parce que la religion aujourd'hui sert de vecteur d'épanouissement de la marchandise, ce sont des business men en soutane ou enturbannés, mais ils restent des business men. Allons dans le cœur des choses. Le Vatican est un État, donc la dissociation entre le temporel et le spirituel n'existe plus depuis un bon moment. C'est un État qui investit au plus haut point les institutions. Par exemple on s'aperçoit que la Constitution Européenne a intégré des notions, également déclinées au niveau des nations en Europe, qui sont directement tirées de la doctrine sociale de l'église. Je pense au principe de subsidiarité, mais aussi aux principes de société civile, du caritatif, repris par les institutions communautaires ainsi que de grands organismes internationaux. La réaction entreprise au début des années 1980, et qui vient des États-Unis, a été directement reprise des discours évangélistes. Il y a également un intégrisme juif qui a fait florès et qui s'est épanoui en Israël, et qui de plus en plus a travaillé à ce que l'État d'Israël entreprenne une politique agressive et colonisatrice, bien qu'il y ait également des raisons géopolitiques à l'œuvre. C'est la même chose concernant l'islam. On ne peut pas comprendre les mouvements identitaires islamistes religieux sans comprendre qu'ils ont eu les moyens financiers et politiques pour pouvoir se déployer au Maghreb et en Europe ; ce sont des grands créanciers mondiaux. Il faut savoir que le fonds

souverain d'Arabie Saoudite va supplanter le plus grand fonds souverain au monde, qui est norvégien. Qu'est-ce qu'un fonds souverain ? C'est un fonds qui composé d'actifs publics, liés aux États. Et cela est amené à être investi dans l'ensemble des domaines économiques. Si on met cela de côté, on peut en effet considérer que le sacrifice individuel du religieux, les convictions, vont aboutir à ce qu'un jour, les pays se convertissent à la religion. Alors que ça ne s'est jamais passé de cette manière. Si on prend l'exemple des institutions européennes, les fondateurs sont principalement des démocrates-chrétiens. Si on met cela de côté, on ne peut pas comprendre comment la pression identitaire, sous couvert de discours religieux, aboutit à la mise en place concrète d'une reformulation de la société sur des bases religieuses, et qui n'a plus rien à voir avec le paradigme laïque. Il y a aussi des luttes à l'intérieur de la bourgeoisie, il y a des luttes de conception au niveau du projet capitaliste, et on voit bien que ce qui avance sous couvert de culturalisme et de religieux est en train de prendre le pas depuis 40 ans. Il faut donc bien comprendre que ces politiques identitaires ne sont pas du tout le trip de quelques mecs charismatiques qui auraient réussi à trouver des associés pour se déployer dans des politiques étatiques, et qu'elles ont pu se déployer à cause de l'échec de l'assaut prolétarien. Évidemment que l'échec du prolétariat est important à analyser, parce que si la classe prolétaire a reculé à cause de la répression, on a forcément laissé la place à autre chose. Mais il y a eu répression, donc il s'agit bien d'une guerre à l'œuvre. Le capitalisme n'est pas un *deus ex machina*, ce n'est pas un automate, il se base sur la lutte des classes, qui en est le moteur, avec des formules politiques à la clé, avec des visions qui sont développées pour écraser un sujet historique susceptible de mener à bien le projet communiste.

Vosstanie – C'est bien que tu précises l'aspect politique et politicien, car il y a vraiment des visions du monde à l'œuvre, sans sombrer toutefois dans une forme de complotisme. Il y a notamment dans La lettre à Nour, et j'aimerais bien que tu en parles, un aspect plus concret sur le mode de déploiement plus particulier des Frères Musulmans.

GARAP – On ne peut pas comprendre l'historique de la Confrérie des Frères Musulmans sans prendre en compte le fait qu'elle a été appuyée dès l'origine par l'Angleterre afin d'affaiblir des formules nationalistes arabes alors en vogue, et qu'elle a reçu d'importants fonds de la part de la CIA à partir de 1956. Évidemment, ces dimensions ne sont pas les seules à retenir, mais elles sont importantes. La Confrérie est aujourd'hui au pouvoir dans de nombreux pays : en Palestine (encouragée par Israël pour affaiblir le FPLP), en Turquie depuis 2002 (l'AKP et la Confrérie sont une seule et même entité ; Erdogan tente d'interdire la contraception en Turquie ; le pouvoir en place est un sérieux appui à l'État islamique et au djihadisme en Syrie), en Tunisie avec Ennahdha, en Algérie où elle a participé à la guerre civile algérienne dans les années 1990.

La Confrérie est une formation internationale, ça n'a rien à voir avec une petite secte religieuse ; c'est une vraie organisation politique porteuse d'un projet, basé sur l'ordre moral, le consumérisme et la réduction de l'État à ses dimensions régaliennes (c'est-à-dire qui laisse libre cours au marché). Donc on voit bien qu'on renonce à l'État distributif. Je ne me fais bien sûr pas le chantre de l'État distributif, je décris juste une formule de gestion capitaliste qui laisse la place à une formule de type culturaliste, privatiste, transnationalisée. En France, on a accueilli les Frères musulmans bras ouverts quand Nicolas Sarkozy a créé le CFCM (Conseil Français du Culte Musulman) en 2003 ; il clashait au même moment Tariq Ramadan en 2004 lors d'une émission grand public, ce qui souligne bien le paradoxe de la communication, car il s'agissait en réalité d'investir Tariq Ramadan en tant qu'interlocuteur valable et de lui offrir une tribune de premier choix. Bien que la Confrérie n'est plus désormais à la tête du CFCM, on voit bien que l'islamisme intégral, qui est le cœur de son projet politique, a bien travaillé aujourd'hui une partie du prolétariat, et a servi de brèche pour faire avancer toutes ces thématiques identitaires afin de fabriquer cette subjectivation. L'individu peut maintenant se définir en tant que membre d'une communauté, alors que dans la constitution est encore inscrit le fait qu'un individu est libre de penser et d'agir. On voit que la Confrérie est en lien avec des groupuscules, des think tanks politiques qui sont très audacieux, jusqu'à surfer sur le relativisme en vogue à gauche et à l'extrême-gauche, et qui participent à l'ethnicisation de la question sociale... Donc, au bout du compte, à la division des opprimés et des exploités, sur des bases identitaires de merde, qui sont du reste potentiellement fratricides, parce que du moment qu'on oppose des opprimés sur des questions de mœurs et d'essentialisme, on crée ainsi des oppositions qui peuvent se déchaîner de manière frontale.

Vosstanie – Là, on parle de cet aspect visible qu'est l'islamisme. Mais il y a des choses plus douces à l'œuvre, qui sont moins visibles médiatiquement. On parlait tout à l'heure des évangélistes, qui font parti d'un mouvement de fond à l'œuvre.

GARAP – En effet, cela nous ramène à 2001, suite aux attentats du 11 Septembre. Qui, alors, a parlé de « l'Axe du mal » ? Qui a employé des notions purement religieuses ? C'est le Département d'État américain, c'est George Bush, afin de justifier une politique ultra-agressive au Moyen-Orient. Il savait très bien ce qu'il faisait. A partir du moment où tu actives un registre religieux, des catégories qui relèvent du bien et du mal, tu sais très bien ce que tu vas susciter en retour, à savoir des clivages identitaires, des réponses sur ce terrain-là. Ça nous ramène aussi sur le terrain des États-Unis qui ont été les principaux promoteurs de la guerre en Afghanistan et de la montée en puissance des islamistes ; ce sont de fidèles alliés du wahhabisme en Arabie Saoudite. Ce ne sont pas des discours opposés, ils partagent la même vision du monde et les

mêmes valeurs : ce sont des monothéismes, des sectes abrahamiques.

GARAP – Et ces sectes se soutiennent mutuellement. Par exemple, sur le concept d'islamophobie, eh bien, Christine Boutin, catholique intégriste liée à l'*Opus Dei*, défend la pertinence du concept.

GARAP – La position de la COMECE (Commission des Episcopat de la Communauté Européenne), organisme qui sert de lien entre le Vatican et les plus hautes instances de l'Union Européenne, est très clairement annoncée sur leur site internet, et notamment en ce qui concerne la condamnation de l'islamophobie. Ils reprennent complètement le concept d'islamophobie, ils s'opposent à l'islamophobie, c'est-à-dire qu'ils participent à la subjectivisation identitaire sur des bases religieuses de ce qu'ils appellent la « communauté musulmane ». Tout ça travaille dans le même sens.

Vosstanie – Dans un sens promotionnel du concept d'islamophobie, et par retour de bâton dans leur propre conception de la religion. Par exemple, lors des manifestations contre le mariage pour tous, on a vu des gens des différentes communautés religieuses défiler bras dessus bras dessous.

GARAP – Ce sont exactement les mêmes valeurs. Des valeurs consuméristes qui se recroquevillent sur l'ordre moral. On parlait tout à l'heure de réclusion identitaire : on trace des frontières au sein de la population sur des bases identitaires, mais qui sont totalement compatibles à un projet de pulvérisation du tissu social en faveur de la valorisation capitaliste. Personne ne fait sécession avec le capitalisme, au contraire ce sont tous des entrepreneurs. Ils sont là justement pour faire reculer l'État distributif, et ce projet est au cœur de leur politique identitaire. Les politiques d'austérité néolibérales sont en résonance avec toutes ces thématiques avancées par les religieux.

Vosstanie – Justement, dans le texte, il était avancé le concept de gouvernance.

GARAP – Qu'est-ce que la gouvernance ? Le gouvernement se base sur un contrat politique avec la population, concept porté tout au long des XVIIIe et XIXe siècles. La gouvernance, c'est autre chose, c'est le gouvernement des objets. Donc on gouverne des entités préétablies qui ne sont pas amenées à entrer dans un processus de transformation du réel. Donc là, on revient sur cette logique de réclusion, cette logique carcérale : tu n'as plus ton mot à dire, tu es né catholique, tu restes catholique toute ta vie, tu es né musulman, tu le resteras quoi qu'il arrive. Et s'il y a quelqu'un pour te représenter, ce n'est pas celui que tu as désigné, mais celui le plus à même de défendre toutes les notions religieuses dans lesquelles tu es enfermé. Cette réhabilitation de la hiérarchie sur

des bases culturelles rentre totalement en concordance avec un projet marchand qui ne veut plus du tout transiger avec de quelconques aléas démocratiques, y compris ceux permis par la démocratie bourgeoise. Dans le cadre d'un Etat redistributif, s'il y a redistribution, c'est bien sûr pour aménager le capitalisme et nous transformer en consommateurs, mais pas uniquement, parce qu'il y a eu aussi des luttes pour ça. Tout ça est dialectique, est au carrefour de ces dimensions de lutte et de nécessité du capitalisme de se déployer, et donc de faire en sorte que l'ouvrier possède un pouvoir d'achat qui lui permette de consommer. Alors pourquoi aujourd'hui il y a une pénétration, y compris dans le domaine social, de toutes ces idées ? On peut parler d'un certain savoir faire des religieux. Concernant les catholiques, investir la dimension sociale ne date pas d'hier. La doctrine sociale de l'église est un bréviaire, un mode opératoire pour pouvoir faire face à la lutte des classes, c'est-à-dire pour absorber la pression du mouvement ouvrier et essayer de le retraduire sous des formes pacifiées. C'est le pape Léon XIII qui, en 1893, avait préconisé la doctrine sociale. Et ça a travaillé tout le XXe siècle. Alors il y a eu des versions qui se sont mariées avec le marxisme. Et à partir de 1978, on revient aux fondamentaux de cette doctrine sociale. Pourquoi ? 1978 c'est l'année de la prise du pouvoir par Karol Wojtyla, alias Jean-Paul II, au Vatican. Ce pape est désigné alors qu'il est sur des positions ultraréactionnaires. Que ce soit les catholiques ou les musulmans, les représentants du religieux connaissent très bien la question sociale. Et la Confrérie des Frères Musulmans, c'est la matrice de l'islamisme, au sens de l'islam politique, donc qui a prétention à gouverner la société. À travers ces mots, il faut concevoir quelque chose de fluide : le gouvernement religieux est là pour réprimer la population, pour mettre en place des dispositifs de coercition, et en même temps travailler à une modernisation au sens capitaliste du terme. Ce sont de vrais *businessmen*, et il y a beaucoup d'argent à la clé.

Vosstanie – On a beaucoup traité de la question religieuse, sans véritablement parler de toutes ces résurgences liées à l'identité nationale, ou à l'identité ethnique. Peut-on essayer de brosser un tableau de ce phénomène qui a véritablement le vent en poupe ? On a compris que ça redynamisait les choses, mais on ne peut pas faire l'impasse sur le fait qu'en France se mettent en place des crispations des politiques publiques, au-delà du discours politique qui a essayé de réinjecter cette question au travers de la déchéance de nationalité, ce qui renvoyait sur le débat, impulsé par Sarkozy, sur la question de l'identité nationale. On voit bien qu'il y a des souhaits électoralistes, on voit bien qu'il y a des ponts qui se créent avec le Front National, et pour autant ces questions reviennent en écho. On pourrait dresser le bilan social et économique de ce qu'il se passe en France. On voit bien qu'il y a une crainte de la mondialisation, plus d'autres craintes diverses et variées auxquels ces discours répondent. Il y a des crispations, et le fait que les sociétés explosent fait que les gens se crispent et reviennent à des discours idéologiquement rassurants qui leur permettent de

reprendre pied sur une forme d'identité sécurisante. La dernière en date que l'on ressort, y compris au sein de l'extrême-gauche, c'est celle d'identité ethnique, ce qui est fou. Autant on avait l'habitude, au sein de l'extrême-droite et de la nouvelle droite, des discours culturels et ethno-différentialistes, autant on s'aperçoit que ces discours font débat au sein de l'extrême-gauche institutionnelle jusque chez les libertaires. Comment analyser ce retour en force ?

GARAP – Je ne veux pas résumer la question à cela, mais ça nous connecte quand même à des formules qui ont connu un échec flagrant au XXe siècle autour du dressage du prolétariat, formules avancées par le marxisme-léninisme et la social-démocratie. Ces casernes désormais décrépies et désaffectées cherchent à trouver des points de recomposition, des tremplins pour relancer des dynamiques de survie. Par exemple, on s'est aperçu que dans les pays arabes, tous les pouvoirs Baas, ceux qui mettaient même en avant le socialisme, une organisation étatique planiste de l'économie, se sont ouverts dans les années 1970 et surtout dans les années 1980 à des thématiques culturalistes, et donc religieuses. Des accords ont été passés entre les partis communistes – par exemple en Irak en 1983, ou en Égypte – et des acteurs religieux, parce que les partis en question étaient en recherche d'une relégitimation de leur hégémonie auprès de la population. Sous nos latitudes, s'est théorisée une rénovation de l'anti-impérialisme. C'est toujours la même histoire : on nous dit que l'Occident, donc les puissances européennes et les États-Unis, maltraitent le reste du monde, et il faut donc absolument s'y opposer. Des populations entières, quelque soit les classes sociales qui les composent, sont maltraitées par ces puissances. Chemin faisant, des acteurs revendiquant des identités sont confondus avec des opprimés. À partir de là, des glissements se font entre l'oppression économique et politique, et l'oppression identitaire. Si bien que la défense de l'identité, concernant l'opprimé, c'est la défense de sa liberté. On va donc transformer la religion – l'un des plus anciens mécanismes d'oppression, de négation de l'individu, d'archaïsme total – en un point d'émancipation, parce que « religion des opprimés ». Les opprimés s'expriment au travers de leur religion, et il va falloir être de leurs côtés, donc il faut défendre la religion contre le méchant impérialiste. En réalité, le mécanisme ne se déroule pas de cette façon, car cette analyse balaie totalement les compositions de classe à l'intérieur de ces pays dits dominés, et surtout elle est en complet décalage par rapport aux évolutions du capitalisme, parce que finalement elle l'accompagne. Le capitalisme depuis 40 ans a opéré un virage dans le sens d'une transnationalisation des capitaux, ce qui fait que ses acteurs peuvent aussi être des citoyens de pays dominés – un Indien ici, un Mexicain là – qui sont des grandes fortunes, et qui n'ont plus rien à foutre des frontières et du soi-disant impérialisme. De nos jours, le pays possédant les plus grandes réserves mondiales de liquidités est un pays dit qui il y a encore peut être dit

« dominé », à savoir la Chine. Nous sommes donc face à un discours bourré d'anachronismes, d'antinomies, de contradictions flagrantes, qu'il s'agit aujourd'hui de démolir si tant est qu'on se place dans une dynamique d'émancipation et d'affranchissement du capitalisme. Et l'extrême-gauche est nourrie de cela ; on identifie une population que l'on désigne comme opprimée, et l'identité est caractéristique de cette oppression, donc il faut défendre son identité, et de là proner des politiques pro-identitaires. C'est du délire !

Vosstanie – Ça a d'ailleurs donné très récemment, dans le mouvement libertaire, des soutiens à des problématiques identitaires, soi-disant émancipatrices, comme le mouvement zapatiste. Ces problématiques, ramenées à la situation en France, seraient uniquement soutenues par des identitaires au sens strict du terme – qui, d'ailleurs, feraient hérisser le poil à tout un chacun. Mais l'exotisme mexicain, du fait que ça se passe de l'autre côté de la planète, ajouté à des semblants de pantomime autogestionnaire, donnent au tableau une dimension sympathique. Alors que toute la situation là-bas, autour de l'identité et du retour à la terre avec toutes les résurgences de croyances et de cultures archaïques, reste pour le moins problématique.

Vosstanie – On comprend quelle dynamique se joue entre la question religieuse et la question culturelle. Mais qui influence qui ? Aujourd'hui, est-ce que certains capitalistes utilisent la religion, ou se cachent derrière elle, pour finalement prendre le pouvoir et imposer leur domination ? J'ai du mal à comprendre qui joue sur qui dans ce mécanisme.

GARAP – Est-ce que le projet théocratique en est bel et bien un ? Ou est-ce que le projet théocratique est déjà porteur d'un *revival* capitaliste ? Ce qui est important à comprendre, c'est que le pouvoir religieux s'est toujours adapté. Ça reste un pouvoir, donc il y a le dogme et l'adaptation au réel. La religion est un capitalisme en crise, et il faut maximiser le profit. Le pouvoir religieux a de l'argent que ses agents investissent, et a des formules de gouvernance qui font que les masses sont domestiquées et réprimées. Ainsi les libertés politiques concédées de haute lutte, et qui sont autant de coûts pour le capitalisme, sont éradiquées dans ces formules-là, qui laissent alors libre cours au déchaînement marchand. Et c'est en ce sens-là qu'il y a une compatibilité totale. Il faut les voir au gouvernement. Quand tu vois l'AKP au pouvoir, qu'observes-tu ? Aujourd'hui en Turquie, on a énormément d'usines, d'entreprises qui forment une superbe base arrière du capitalisme européen ; par exemple, Renault produit énormément là-bas à moindre coût. Pour que cela puisse se passer, il faut que la classe ouvrière soit muselée, réprimée. Pour cela, on l'attaque par les mœurs, c'est-à-dire qu'on travaille sa subjectivité, on fait en sorte qu'il n'y ait plus de place pour une unité créée sur une base de luttes de classes. Évidemment, il y a beaucoup d'obstacles à ce projet parce que la lutte des classes reste opérante.

Néanmoins, ce sont des formules répressives efficaces. Quand tu regardes aux États-Unis, il y a quelques années, George Bush s'est fait principalement élire par des pauvres. Quand tu vois que quelques mois avant les élections, dans l'Ohio, plus de 300 000 emplois avaient été supprimés, et que dans les églises on appelait à voter Bush, on voit bien à l'œuvre l'aboutissement d'une formule d'appréhension du réel non plus au travers de paradigmes sociaux, mais au travers de paradigmes culturels. Ceci nous renvoie à un vieux débat sur la dissociation entre l'infrastructure et la superstructure. Toute cette problématique est dépassée. L'idéologie à l'œuvre aujourd'hui s'exprime au travers de formes matérielles, elle n'a jamais autant bénéficié de standards à échelle industrielle. On la retrouve partout, on est submergé d'idéologies. Aujourd'hui on est dans un monde de l'information et de la communication qui a tué l'idéologie. Si je parle de tout ça, c'est pour recadrer toutes ces politiques à l'œuvre dans un capitalisme qui s'est reconfiguré parce qu'il a totalement investi les dimensions du réel, c'est-à-dire l'ensemble de l'espace social et des activités humaines. Partant de là, il y a une fusion entre des discours, des pouvoirs, qui se disent religieux, et une valorisation capitaliste. L'objectif est d'éteindre la lutte des classes, ce qui se connecte à la maximisation des profits. On ne peut pas dissocier ces différents pouvoirs. Essayer de dissocier à tout bout de champ aboutit à d'affreuses grossièretés, c'est pourquoi on essaye d'avancer une analyse de la totalité. Il y a des discours remplis de tartufferies qui montrent les religions comme composées d'ascètes qui arrivent à convaincre les foules par la seule force de leurs discours. Ça ne se passe jamais comme ça. Ce sont avant tout des *businessmen*, des entités de pouvoir politiques et économiques, qui se déploient et qui arrivent à s'inclure dans un capitalisme et à le dynamiser sur des bases de régression sociale.

Vosstanie – Ce qui est d'autant plus vrai, c'est que le management s'accommode très bien du bouddhisme ! Il est sûr que l'on a du mal à comprendre parce que tous tributaires d'une vision d'un capitalisme qui se veut progressiste. On n'a jamais cru depuis vingt ans que le modèle d'accumulation chinois était possible, du moins autant que le modèle américain. Finalement, on s'aperçoit que le mode d'accumulation s'accommode plus du *laogai* chinois (rééducation par le travail) que de celui des démocraties libérales habituelles. J'ai l'impression qu'on est en train de faire ce deuil : le capitalisme qui vient est un capitalisme répressif autant qu'agressif dans son injonction à consommer. Ce qui est paradoxal parce qu'on a tous été bercés de l'illusion que le capitalisme allait se développer dans le confort matériel sans en payer le prix.

GARAP – Et ça se concilie avec. En Chine, on a une classe moyenne qui grossit, bien qu'elle ait du mal, et qu'elle n'atteindra jamais les mêmes proportions que l'on connaît dans nos contrées. Tout de même, en Chine les gens consomment, bien que les gens travaillent comme de la merde et n'ont pas de

droits politiques. Il n'y pas de liberté politique en Chine. Ce n'est peut-être pas le modèle du capitalisme, mais c'est parfait pour lui, car la Chine concentre les plus grandes usines du monde. Les États-Unis rêvent de parvenir à ce modèle-là, et l'Europe aussi. Ici, on voit bien que nous avons affaire à un gouvernement unique. Les fausses oppositions spectaculaires droite/gauche s'effacent comme une évidence (Guy Debord, La société du spectacle). Aujourd'hui on a un mouvement social [contre la Loi Travail] puissant contre un gouvernement de gauche, ce qui appelle quand même à en tirer des conclusions. Qui dirige en Chine ? C'est le Parti Communiste. Pourtant c'est un des capitalismes les plus libéralisés.

Vosstanie – Alors comment on explique justement ce lien et cette collaboration pleine et entière de l'extrême-gauche avec ces valeurs nationalistes ? Est-ce par opportunisme ?

GARAP – En effet, il y a toujours eu un opportunisme. On peut revenir à la conférence de Bakou en 1920, où Trotski et Zinoviev ont manié le concept de djihad par opportunisme. Cette conférence comprenait des représentants des peuples caucasiens et moyen-orientaux qui étaient réunis pour la mise en place de l'URSS, donc étaient présents les représentants des futurs républiques soviétiques, pour certains musulmans, comme Mirsaïd Sultan-Galiev, et qui défendaient plus des positions de libération nationale et de reconnaissance de leur culture que de lutte des classes. Il y a toujours eu cet opportunisme qui a traversé le XXe siècle. Le socialisme national, autrement dit les « stals », c'est quoi ? Pourquoi en URSS n'appelle-t-on jamais le nazisme par son nom ? Parce que le nazisme désigne le national-socialisme. Quand on réalise des films sur la Seconde Guerre mondiale, on qualifie là-bas de « fascistes » les hordes qui ont déferlé sur Stalingrad, on ne les appelle jamais « nazies ». Évidemment se développait un nationalisme social, ou un socialisme national, en Union Soviétique au même moment. La question nationale, qui renvoie au fondement même du marxisme-léninisme, c'est une question qui a travaillé toute cette séquence historique et qui est recrachée aujourd'hui dans cette décharge que l'on qualifie de sous-fascisme, et qui permet d'être une couverture pour défendre des positions ultraréactionnaires, comme la défense de la religion des opprimés pour certains, ou des nations opprimés pour d'autres.

GARAP – C'est de l'opportunisme certes, mais théorisé à la base. Ce n'était pas juste les conditions du moment qui expliquaient cela. Déjà à l'époque, au sein du mouvement ouvrier, ce n'était pas une théorie qui faisait consensus : dès 1917-1918, il y a eu des clashes entre Rosa Luxemburg et Lénine à propos du soutien aux luttes de libération nationale (Rosa Luxemburg, Fragments sur la guerre, la question nationale et la révolution).

GARAP – Ou encore entre Herman Gorter et Lénine sur la dynamique du

communisme et sur le fait que le modèle soviétique russe ne pouvait pas être importé dans des pays aussi développés que l'Allemagne par exemple (Herman Gorter, Lettre ouverte au camarade Lénine).

Vosstanie – Plus récemment, on a l'impression que la matrice propre du trotskisme français a permis à toute cette thématique identitaire de se greffer sur la politique la plus réformiste qui soit, et d'accompagner les mouvements sociaux dans leurs aspects les plus rétrogrades, les moins révolutionnaires. Cette matrice continue de travailler ces mouvements trotskistes par rapport à l'électoratisme et aux soutiens sans conditions pour le candidat de la gauche le mieux placé. Ces gens-là font systématiquement le jeu stratégique de toutes ces politiques rétrogrades et réactionnaires. On pourrait d'ailleurs parler de Chris Harman.

GARAP – Chris Harman est un théoricien du Socialist Worker Party, trotskiste anglais. Il a théorisé, dans un livre intitulé Le prophète et le prolétariat publié en 1994, l'alliance avec les islamistes. Ici on rentre au cœur de cette logorrhée anti-impérialiste qui vient soutenir les mouvements les plus réactionnaires. Que nous dit-il ? Que les islamistes sont des petits bourgeois qui avancent derrière des discours et des idéologies spiritualistes et religieuses un peu archaïques au niveau des mœurs certes, mais qui objectivement peuvent représenter une composante avec laquelle s'allier pour vaincre l'impérialisme. Il faut quand même se rappeler qu'en 1994, en Algérie, ont lieu des massacres à l'instigation de ces mêmes islamistes. C'est simplement scandaleux d'avoir le toupet de théoriser cette alliance ; il faut être assez déshumanisé, sous couvert de stratégie politique, et en plus il faut vraiment ne rien avoir à foutre du projet communiste pour tenir de telles propos. Proposer une possible convergence - ce n'est pas une réflexion sans conséquence - soi-disant pour combattre l'impérialisme américain... Pendant ce temps-là, durant la guerre civile algérienne, se déroulent des massacres et où les islamistes égorgent par exemple 500 personnes en une nuit. La « conciliation » avec ces barbares, qu'est-ce que ça veut dire ? C'est juste honteux ! Et une grosse partie du trotskisme aujourd'hui, au NPA en particulier, est encore travaillée par cela. Des militants tolèrent à leurs côtés les croyances les plus débiles comme la création de la terre par dieu, la science habitée par l'islam ou le relativisme culturel envers la violence infligée aux femmes. Qu'est-ce que c'est que ces conneries ? De toute façon, on est amenés à les affronter sur ce terrain. Ces trotskistes sont les alliés objectifs de l'aggravation de nos conditions de vie. Et c'était déjà le cas pour les Algériens en 1994, lorsqu'on te racontait qu'un islamiste qui te coupait la gorge était en fait un allié objectif du mouvement ouvrier. C'est honteux !

Vosstanie – Sans compter l'Iran, par exemple. On pense à des intellectuels comme Foucault et son soutien critique à l'ayatollah Khomeiny.

GARAP – Tout ça nous renvoie au postmodernisme, comme on disait tout à l'heure. Foucault, c'est la base du relativisme ; c'est celui qui a théorisé l'échec de la Raison, qui a vu dans les Lumières un courant qui portait avec lui son lot d'oppressions. Ce n'est pas faux, en effet il y a une hypocrisie incroyable qui a été déployée sur le terrain idéologique par la bourgeoisie au XIXe et XXe siècles pour aller coloniser différents territoires en s'abritant derrière la Raison et le Progrès. Bien sûr qu'il faut condamner cette vision, mais ici on a jeté le bébé avec l'eau du bain. À partir de ce moment-là, on peut également affirmer qu'il n'y a plus de progrès possible ; on est complètement enfermé dans ce *statu quo* capitaliste, car l'émancipation se joue sur d'autres lieux que la question de la lutte des classes. Ainsi, tenir un discours général équivaldrait à tenir un discours réactionnaire. Si bien que cela travaille en faveur de la pulvérisation des fronts où pourrait s'exprimer la révolte. Si Foucault a été si intéressé par les discours de Khomeiny, c'est parce qu'il considérait que ce dernier développait une « spiritualité politique ». C'est à cela qu'a abouti toute cette rénovation soi-disant sympa du courant postmoderne porté par Foucault ou Deleuze, cette réforme philosophique qui nous a en réalité fait accepter l'émergence d'un nouveau capitalisme fluidifié, en rejetant le vieux régime d'accumulation avec son ouvrier en bleu de travail et son capitaine d'industrie. Le problème, c'est que le capitalisme a travaillé – à travers sa doxa managériale, l'ensemble des politiques publiques, l'importation du postmodernisme par tous les groupes de gauche, etc. – à ce qu'il y ait une régression globale.

Vosstanie – Je veux en profiter pour faire une incise. Il pourrait nous être reproché, nous les « lutteurs de classes », de faire la part belle aux identités prolétariennes. Que l'on soit clair : nous sommes pour la disparition intégrale de la classe prolétarienne dans le combat communiste, et nous ne faisons absolument pas la promotion d'une quelconque identité de classe ; nous en appelons au dépassement. Seulement ce dépassement ne sera possible que dans le combat pour l'avènement du communisme, et cela comprend notre propre disparition en tant que groupe politique.

GARAP – Ce qui n'est absolument pas le cas des identitaires. Va demander à un religieux s'il travaille à l'abolition de sa religion ! Va demander à un nationaliste s'il travaille à l'abolition de sa nation ! Je suis convaincu qu'ils militent pour la sauvegarde intégrale de l'identité pour laquelle ils mènent un combat. Ce n'est pas du tout notre cas : nous visons l'abolition des classes, y compris le prolétariat.

Vosstanie – Cela mérite d'être précisé parce qu'on pourrait se dire que les

identités sont nécessaires à la structuration d'un individu au plan personnel, pourvu qu'elles soient dépassées. Dans la construction individuelle, dans la manière de se repérer dans l'espace et le temps, il est bien évident que l'on n'arrive pas sur terre avec une élaboration identitaire fixe et limpide, mais que l'on franchit des étapes, on a un rapport au réel qui se construit au fur et à mesure. Il est évident que tout cela demande à être dépassé. Et notre souci dans cette émission, c'est de faire la promotion du dépassement de tout ce qui nous fige, nous essentialise et finalement nous manipule politiquement et intellectuellement. Il est important de souligner que la seule promotion viable est le dépassement de toutes les identités, quelles qu'elles soient, dans le but de s'épanouir dans l'entrecroisement des rencontres. Or il est à remarquer que se met en place dans notre société une altérophobie généralisée, avec l'impossibilité pour les individus de se rencontrer et d'échanger. On pourrait aussi revenir sur des exemples de collusions politiques entre l'extrême-droite et l'extrême-gauche.

GARAP – Je veux juste faire un petit aparté sur quelque chose que l'on n'a pas évoqué, histoire de souligner que l'on ne fait pas de fixation particulière sur la seule problématique religieuse. Quand on parlait tout à l'heure de la tendance des trotskistes à soutenir les mouvements identitaires, il est bon de revenir sur le mouvement des bonnets rouges qui a beaucoup fait parler de lui il y a quelques temps. Ce mouvement était, dès le début, très poujadiste dans sa forme, car il s'est formé autour des sections départementales de la FNSEA (syndicat d'agriculteurs connu pour ses prises de positions réactionnaires et ses actions violentes « bizarrement » jamais sanctionnées) en Bretagne, et qu'il était évident pour toute personne consciente des réalités politiques locales, que rien de progressiste – y compris dans une acception très large du terme – ne pouvait sortir de ce mouvement. Cela n'a pas empêché des trotskistes, NPA en tête, de se fourvoyer en participant à des manifestations des bonnets rouges. À l'intérieur de ces manifs, on pouvait retrouver le Modem, l'UMP, des militants du FN, et même des néo-nazis locaux ! Ce mouvement était clairement identitaire à consonance bretonne. À l'extrême-gauche, peu parmi ceux qui y ont participé à l'époque s'en vantent aujourd'hui !

Sinon, on pourrait parler de l'exemple grec comme invalidation complète de la grille de lecture politique consistant à dire que le danger principal vient de l'extrême-droite. On pourrait aussi parler de toutes les organisations et régimes politiques au Proche-Orient qui se retrouvent à gérer un État ou à devenir un État dans l'État, et qui bénéficient du soutien d'organisations d'extrême-gauche en Europe de l'ouest, organisations trotskistes notamment. Pour la Grèce, il faut rappeler que ce n'est actuellement ni un gouvernement d'extrême-droite, ni un gouvernement de droite, ni même un gouvernement de gauche, qui applique les pires mesures d'austérité. C'est l'extrême-gauche, du moins ça en vient, et le parti s'est fait élire sur un programme plus à gauche que le parti socialiste grec,

et même plus à gauche que le KKE, le parti stalinien grec. Dès les premières législatives qui ont porté Syriza au pouvoir, il manquait au parti de Tsipras quelques députés pour avoir la majorité, ce qui l'a amené à s'allier avec une formation de droite dure dont certaines personnalités faisaient encore peu de temps auparavant des déclarations ouvertement antisémites et homophobes. Ainsi, on a au pouvoir une coalition de deux partis, un d'extrême-gauche et un petit parti à la limite de l'extrême-droite, qui applique des politiques d'austérité réclamées par l'Union européenne, qui envoie sa police réprimer les manifestants à chaque mouvement social d'ampleur. Il est bon de noter que la dernière grève générale de 48h a eu lieu en mai 2016. L'image parle d'elle-même : une manif d'ampleur réprimée par un gouvernement d'extrême-gauche en Grèce... eh bien, cela ressemble exactement à une manif d'ampleur réprimée par un gouvernement dirigé par des technocrates. La seule différence est peut-être dans l'intensification des politiques anti-ouvrières, c'est-à-dire que le gouvernement actuel va plus loin que ce qu'ont fait les gouvernements précédents. On pourrait d'ailleurs faire le parallèle avec ce qui se passe en France : si le PS peut appliquer cette politique de (contre-)réforme du code du travail avec la loi El Khomri, c'est tout simplement parce que Sarkozy ne l'a pas fait en 2007 et 2012. Syriza avait, avant d'arriver au pouvoir et d'appliquer les politiques d'austérité, le soutien d'une partie de l'extrême-gauche française, Front de Gauche en tête. Tout ce que cela démontre, c'est que pour le prolétariat, la focalisation sur un danger qui viendrait exclusivement de l'extrême-droite ne colle plus du tout avec la réalité de ce qu'on peut observer à l'échelle européenne. Pendant ce temps-là, une partie des dirigeants du parti néonazi grec Aube Dorée est en prison... mais doit certainement se réjouir des politiques menées par le gouvernement actuel, surtout concernant le traitement indigne des migrants ! Se focaliser par avance sur l'extrême-droite empêche d'organiser de façon efficace une stratégie de lutte contre un ennemi de classe, quelque soit sa couleur politique. En France, malheureusement les solutions proposées par l'extrême-droite ne sont pas encore discréditées, car le FN pèse quand même entre 15% et 25% du corps électoral ; cela viendra peut-être au gré des révélations type Panama Papers qui touchent l'entourage de Marine Le Pen, mais on n'en est pas là. Il faut également observer que dans d'autres pays européens, la solution amenée par l'extrême-droite n'est tout simplement pas possible, notamment en Grèce, où pour des raisons tactiques, la classe dominante n'a pas hésité à approuver une solution de type Syriza. En France, à la faveur des mobilisations contre la Loi travail, si l'extrême-gauche a le vent en poupe d'un point de vue strictement électoral, c'est parce qu'il n'y a rien dans ses prétentions qui puisse menacer concrètement la classe dirigeante, donc c'est une hypothèse à envisager, comme Syriza en Grèce ou Podemos en Espagne. De toute façon, si Mélenchon se battait contre l'État et pour l'abolition de la société de classes, ça se saurait ! Il y a encore peu de temps, il se plaignait du triste sort réservé aux flics dans les manifestations contre la Loi travail, ce qui en dit long

sur son positionnement politique.

On peut enchaîner avec des questions en lien avec ce qu'il se passe au niveau géopolitique – questions essentielles pour appréhender clairement le positionnement politique des forces d'extrême-gauche en France, et quelles implications cela peut avoir. Là encore, dans une certaine mesure, pour ceux qui s'intéressent à ces questions, il y a un côté forcément « enfonçage de portes ouvertes ».

Vosstanie – Je pense qu'il est tout de même bon de le rappeler, parce que le côté « enfonçage de portes ouvertes » n'est pas si évident que ça, tout simplement parce que la mémoire est courte, et que tout le monde n'est pas forcément au fait de tout cela.

GARAP – Eh bien, tout à l'heure, je parlais de l'éventuel soutien de l'extrême-gauche à certains États, ou tout du moins « États dans l'État », i.e. des organisations politiques et/ou militaires. Je pense clairement au Hamas et au Hezbollah. Ce dernier bénéficie du soutien plus ou moins assumé d'une partie des militants trotskistes en France. On n'en parle pas plus que ça actuellement, par contre ce soutien est très clairement mis en avant à chaque épisode de tension entre Israël et le Liban. Comme le Liban possède une armée faible, c'est le Hezbollah qui assure en grande partie la défense du territoire ; à ces occasions, les traditionnelles manifestations contre la guerre en France deviennent le théâtre de façon répétée de manifestations d'extrême-gauche reprenant des slogans à la gloire du Hezbollah. Il faut rappeler que ce dernier est un parti politique islamiste chiite, qui s'est signalé par des assassinats politiques, notamment de militants du parti communiste libanais dans les années 80. C'est un parti suffisamment réactionnaire pour accepter de recevoir et d'entretenir des liens avec des militants du Front National dès les années 90 (ceci est relevé par Anne Tristan et René Monzat dans leur livre Petit manuel de combat contre le Front National). Le Hezbollah est un parti qui a eu des contacts répétés avec la fachosphère française, comme Dieudonné et Soral ; sans oublier les contacts avec le PIR, qui a organisé des conférences en présence d'un des cadres du Hezbollah. Ceci n'est pas sans conséquences politiques pour un militant d'extrême-gauche à prétentions révolutionnaires, de faire l'apologie d'un parti islamiste, avec un vieux fond homophobe et antisémite. Tout peut être justifié par des raisonnements à 15 bandes pour expliquer que c'est de la stratégie, que le fond révolutionnaire demeure ; il n'empêche qu'au niveau de questions aussi fondamentales, il faut tracer une ligne de démarcation, quitte à éloigner des militants qui se fourvoient dans ce genre d'impasse et à considérer ces énergumènes comme des ennemis. Politiquement, il est inenvisageable de faire des actions avec ce genre de militants. Et je ne pense pas que ce soit l'évidence même que de rappeler ces fondamentaux, car ces militants qui se fourvoient – en étant, au mieux, acritiques et, au pire, apologistes de ces fondamentalistes

islamistes – ne sont pas quantité négligeable au sein de l'extrême-gauche voire du mouvement libertaire.

Vosstanie – D'ailleurs la dernière affaire en date a été le débat autour du concept d'islamophobie. J'ai l'impression que ça a été un nouveau cheval de Troie à l'intérieur de l'extrême-gauche et du mouvement libertaire pour penser des idées assez nauséabondes, du moins très suspectes. Au fur et à mesure, on voit bien que cela nous amène, encore une fois, sur le débat sur la religion. Car la religion vient de nouveau pointer le bout de son nez sous couvert d'antifascisme, pour certains milieux antifas, sous couvert de dénonciation de l'islamophobie, pour certains milieux libertaires ou d'extrême-gauche classiques. On voit bien que ce débat travaille encore et toujours.

GARAP – Je vais être méchant. Tous ces milieux sont, au fond, soulagés d'abandonner définitivement le projet affirmé du communisme, affranchi de l'État et des classes : à savoir le communisme authentique. Ils se sont acharnés à l'écraser et à obstruer toutes possibilités de sa réalisation au XXe siècle, donc c'est en fin de compte un soulagement. Désormais, il s'agit de défendre la religion des opprimés, en validant au passage des assignations identitaires, culturalistes, ce qui fait fonctionner la caserne et permet de trouver des points de concordance et de légitimation de la part de ce qu'ils considèrent comme les masses opprimés. Aujourd'hui, l'extrême-gauche n'a plus vraiment prise sur le prolétariat... or il faut bien faire fonctionner la machine clientéliste.

GARAP – D'ailleurs le résultat est assez pauvre, car cela aboutit à défiler côte-à-côte avec des associations purement communautaristes, sans aller vraiment au-delà. Les militants restent dans leurs organisations respectives... Ça se saurait s'il y avait eu une explosion du nombre de cartes d'adhérents au NPA ces dernières années !

GARAP – D'ailleurs, c'est également le cas du Parti Communiste et d'Alternative Libertaire.

Vosstanie – AL, qui est très proche des mouvements trotskistes, ce qui n'est pas étonnant, étant donné leur proximité avec les idées communautaristes. On pourrait toutefois ne pas s'étonner vis-à-vis d'une certaine frange du milieu libertaire qui n'a jamais fait sienne la problématique de la lutte des classes.

GARAP – Je voulais revenir sur une question posée plus tôt à propos de la faculté d'une fraction du prolétariat français à adhérer aux conneries identitaires. Je pense que cet identitarisme n'est pas que spontané, mais travaillé. Il en est ainsi avec les mobilisations régulières depuis trente ans en lien avec les événements au Proche et au Moyen-Orient, notamment à chaque fois qu'une

agression israélienne vise les pays voisins. La fraction de la population que l'on aperçoit dans les rues à ce moment-là ne se mobilise jamais pour autre chose, quand bien même elle aurait des raisons beaucoup plus immédiates de manifester pour des thématiques sociales. Aussi affreuse que peut être l'intervention d'Israël à l'encontre d'un de ses pays voisins dans le cadre d'une guerre, d'un conflit, cela n'impacte en rien la situation du prolétariat en France, sauf peut-être si cette mobilisation devait s'inscrire dans un cadre internationaliste... Or, dans ce cadre, pourquoi la solidarité devrait-elle uniquement se manifester avec le prolétariat du Proche et Moyen-Orient, au détriment des autres prolétaires partout dans le monde ? Cet identitarisme est donc travaillé, notamment par le biais de la solidarité qu'on nous ordonne d'avoir avec le sort des populations au Proche-Orient victimes des guerres israéliennes au sein du NPA, voire même du PCF, et en passant par des réseaux conspirationnistes, soraliens et autres réseaux d'extrême-droite nouvelles formules. Il n'y a donc rien de spontané, il y a des forces politiques derrière.

Vosstanie – Est-ce que le phénomène d'embrigadement autour du djihadisme répond au même travail ? On voit bien qu'il y a toujours un phénomène d'identification à l'œuvre, par exemple à l'encontre des opprimés, ou des ex-pays colonisés, ou des victimes des guerres impérialistes. Cette grille de lecture est souvent inopérante. Par exemple, les personnes enrôlées dans les brigades de l'État Islamique viennent de bonnes familles pour une bonne partie. A partir de cette donnée, qu'est-ce qui est à l'œuvre ? Serait-ce l'identité religieuse ?

GARAP – Pas uniquement. Sans en avoir fait une sociologie exhaustive, ce qui ressort tout de même de la biographie des français parties faire le djihad, c'est tout simplement qu'on y trouve beaucoup de paumés à la recherche d'un sens à leur vie. Donc il y a un phénomène identitaire à l'œuvre qui ne peut pas se réduire à la recherche d'une « identité musulmane » puisque ces personnes ne viennent pas de familles pratiquantes ou viennent de famille dont la religion n'est même pas l'islam. Ce sont dans l'ensemble des personnes fragiles psychologiquement qui avaient peut-être surtout besoin d'un bon psychologue. Peut-être l'analyse est-elle un peu réductrice, mais vis-à-vis d'un phénomène identificatoire d'une telle proportion, Wilhelm Reich a eu recours à la psychologie pour analyser l'essor du III^{ème} Reich, et je pense que, face au djihadisme, il n'y aucune raison *a priori* de s'interdire une telle grille de lecture. À l'échelle du pays, les gens partis en Syrie et en Irak représentent 1500 à 2000 personnes, ce qui est à prendre en compte, mais qui ne reste qu'une faible proportion face à toute la merde identitaire qui va bien au-delà en terme de population touchée.

GARAP – Sans vouloir jouer au réductionniste de service, il n'y a pas

que de la nourriture spirituelle qui est vendue par les recruteurs, il y a aussi des considérations et des perspectives bien matérielles, et qui peuvent intéresser toute une frange de population qui ne vit pas dans des conditions matérielles épanouissantes en France. Il y a tout un discours qui tente de lui vendre une ou plusieurs femmes, une maison, une belle voiture, des armes, tout ceci dans une relative liberté dans le cadre de la charia. On lui vend tout de même une certaine condition sociale, ce qui reste très normatif.

Vosstanie – On s’aperçoit tout de même qu’il y a une multitude de profils socio-psychologiques. Tout ceci ne questionne-t-il pas l’idéal religieux ? Dans des sociétés relativement anomiques, ou les projets tant sociaux qu’idéels ne sont plus au rendez-vous, la normativité transcendantale refait surface.

GARAP – Il y a de ça en effet, la question de l’offre matérialiste se combine très bien avec une forme de quête de sens en contrepoint à un certain nihilisme qui pourrait s’installer. Et il y a aussi tout simplement une volonté d’être cadré, sous couvert tout de même d’ascension sociale. Il ne faut pas oublier que les combattants du djihad, en Syrie et sur les théâtres d’opération de l’État Islamique, touchent une solde. Ils sont payés pour faire la guerre.

Vosstanie – Il en reste un certain nombre qui font la guerre pour se faire exploser, donc le phénomène religieux est fortement présent pour ceux qui ont pour option de se faire sauter pour la cause.

J’aimerais que l’on aborde l’écriture du texte Marche au pas, du collectif *Identité, je t’emmerde*. Qu’est-ce qui a motivé l’écriture de ce texte ? Dans quelle perspective ?

GARAP – En juin 2015, c’était les dix ans de l’appel du MIR, ce qui a été l’occasion pour Houria Bouteldja de s’exciter devant quelques centaines de personnes, en compagnie d’Angela Davis – icône populiste des luttes des noirs aux USA, maintenant une bonne universitaire bien intégrée au système – et des défenseurs des *gender studies* d’Outre-Atlantique. Elle en a profité pour faire une apologie de Tariq Ramadan à la fin de son discours, et pour développer le concept de « race sociale », puisé chez Gumplowicz, un théoricien fumeux du XIXe siècle. En bref, elle a testé sa panoplie gauchiste en organisant un véritable crash-test appareillé de considérations d’extrême-droite pour voir si ce discours pouvait prendre dans la salle. Bien évidemment, ça marche comme prévu, les gens applaudissent ; d’ailleurs sur la vidéo tu te rends compte que son auditoire inclut un grand nombre de bobos - dont la majeure partie ne fait clairement pas partie de ce qu’elle pourrait considérer comme des « racisés » ! -, plutôt des looks de gauchistes ayant la soixantaine. En bref tout ce public sent le gauchisme décomposé. A la suite de cela, le PIR a organisé une marche, « La marche de la dignité et contre le racisme », afin de dénoncer le racisme d’État,

de créer du séparatisme sur des bases religieuses. Cela a drainé des organisations d'extrême-gauche, anarchistes, proches du Parti Communiste, des collectifs citoyens (qui ont fleuri ces dernières années pour capter un électorat dans les différentes banlieues, rouges et autres, car le vote pouvait également servir pour la droite). La marche a eu lieu dans un joli consensus, d'autant qu'il n'y avait personne en face. Nous avons donc pondu un texte en opposition à cette grosse merde, qui s'appelle Marche au pas, histoire de remettre les pendules à l'heure.

[lecture du texte]

Vosstanie – Peut-on faire succinctement un historique du PIR ?

GARAP – Pour faire bref, le PIR a 11 ans d'existence, depuis l'appel du Mouvement des Indigènes de la République (MIR). L'appel était un texte qui, à l'époque, opposait au sein même du prolétariat, les blancs et les non-blancs, ce qui était synonyme selon eux de « prolétariat issu des colonies »... alors que ce n'est pas automatique du tout car la France n'a pas eu le monopole du colonialisme à l'échelle mondiale. Ainsi, l'utilisation de ces concepts comme s'il s'agissait d'évidences est présent dès l'Appel, alors qu'il s'agit en réalité d'imbécilités à déconstruire. Cet Appel a eu un certain succès, qui allait au-delà même de ce qu'escomptaient ses initiateurs, car de nombreux médias et politiciens en ont parlé. Le MIR s'est constitué à la suite de ce texte. Quatre ans plus tard, les membres décident de se constituer en tant que parti, le PIR, ce qui leur donne un objectif clairement électoraliste, car ils déclarent ne plus vouloir se contenter de peser sur le « champ politique blanc » - ce qui n'a aucun sens - mais se constituer en « force indigène autonome », dans le but, donc, de présenter des candidats aux élections. Mais, sept ans après sa constitution en force politique, le PIR n'a toujours pas présenté le moindre candidat dans aucune élection, pas même cantonale ou législative. Ils savent très bien qu'entre leur présence médiatique importante et leur poids réel en terme militant, il y a un véritable gouffre. En gros, le meilleur moyen pour eux de rester crédibles, c'est de s'en tenir à de l'agitation spectaculaire chez Taddei ou autre, et de ne pas se brûler les ailes à faire de la politique politicienne en se présentant aux élections. De plus, ils se prévalent d'une présence importante dans les quartiers populaires... qui, pour une large part, n'en ont rien à foutre de la politique politicienne. Donc vouloir les attirer par le biais des élections serait vraiment se tirer une balle dans le pied. C'est pourquoi le PIR est un parti qui en est resté au même stade au niveau du jeu politique que son ancêtre le MIR. Très peu de divisions, donc, mais en revanche un fort pouvoir de nuisance, ne serait-ce que par leur présence médiatique, et par leurs relais dans les réseaux d'extrême-gauche, voire libertaires. C'est pourquoi il est important d'en parler et de s'attaquer à leur prose.

Vosstanie – Pourquoi le PIR est-il relayé au sein de l'extrême-

gauche traditionnelle et de certains milieux libertaires ? Y a-t-il une théorie là-dessus ?

GARAP – Aucune, si ce n'est que cela rejoint des éléments déjà abordés, à savoir d'abord que ces milieux sont bien contents de pouvoir se débarrasser de ce qu'ils leur restait de lutte des classes au sein de leur corpus théorique politique. Ainsi le glissement de la lutte des classes à ce que le PIR appelle « la lutte des races » leur permet d'évacuer par cette pirouette tout le mouvement ouvrier. Un fait révélateur est que la Ligue Communiste Révolutionnaire est devenue, à peu près au même moment où elle se mettait à soutenir les Indigènes de la République, le NPA... Évacués donc les termes « communiste » et « révolutionnaire », et bienvenu l'adjectif flou « anticapitaliste », comme un symbole d'un soutien avoué (voire agressif) au PIR.

Vostanie – D'autant que d'un point de vue strictement marxiste, c'est quelque chose d'assez incroyable. Comment se fait-il qu'au fur et à mesure du déploiement du discours de Bouteldja et consorts, qui s'avère de plus en plus antisémite, raciste et homophobe, il n'y a aucun sursaut ou critique fondamentale de la part des militants ? Ce qui est complètement fou, c'est son racisme et son antisémitisme ouverts, et son homophobie sans bornes. Pourquoi aucune réaction ne se fait entendre ?

GARAP – Il y a quand même certaines réactions, ce discours travaille une partie de l'extrême-gauche. Des clivages se mettent en place, malgré la difficulté de se faire entendre due à une certaine lâcheté politique. En réalité, le PIR est un Think Tank qui tire sa force de partis politiques situés dans les institutions, et qui le soutiennent *de facto*. Les signataires de l'appel du MIR sont pour l'ensemble des staliniens, des écolos, des trotskistes, donc tout ce qui représente la gauche de gouvernement, avec quelques trotskistes en marge qui font de l'agitation de rue, quoique désormais l'agitation se fait surtout sur le Net. En gros, ce sont des réacs de gauche qui soutiennent ce mouvement, issus des éléments bureaucratiques chauvins, nationalistes, autoritaires. Des réacs qui, une fois de plus, se révèlent pour ce qu'ils ont toujours été. Tout ce que je dis peut sembler un peu réducteur, mais il y a au fond cette réalité qui fait surface, et encore une fois il y a ce soulagement de pouvoir abandonner le mythe du soulèvement révolutionnaire prolétarien. Là, ils retombent sur des terres qu'ils connaissent, à savoir des terres essentialistes, culturelles, hiérarchiques : on remplace le prolétariat par le peuple, ce qui (leur) permet de parler de patrie, avec les notions de nations opprimées (« prolétaires »), concepts fascistes à l'origine ! Ça nous ramène aux idées de Enrico Corradini, au début du XXe siècle, lequel était adhérent au parti fasciste italien. Ce sont essentiellement des masques qui tombent.

Vosstanie – Le PIR est-il une organisation interclassiste ?

GARAP – On peut très clairement l'affirmer.

GARAP – Je pense qu'ils n'en ont rien à foutre de la lutte des classes. Clairement, les collectifs citoyens affiliés au PIR sont là pour appuyer les politiques au niveau local. Plus globalement, cela s'insère dans les politiques publiques dans le cadre d'une reconfiguration du capitalisme évoquée plus tôt. Ce sont des geôliers de substitution du prolétariat, même si aujourd'hui leur force de nuisance se réduit à de la communication. Ils sont là pour foutre le bordel. C'est un concentré de réaction, de sous-fascisme, en somme du relativisme basé sur la destruction de la raison, sur la réfutation du projet porté par l'universel. Ils se basent sur le travail laissé par les postmodernistes pour diffuser les pires formes d'identitarisme religieux, car ils entretiennent de solides liens avec la Confrérie des Frères Musulmans, notamment au travers de Tariq Ramadan. Le livre de Bouteldja, comme son discours pour les dix ans du PIR, est une apologie d'Allah, de l'islamisme et de toutes ces conneries.

GARAP – Ils sont interclassistes également sous la plume de Sadri Khiari, « théoricien » du PIR, qui écrit que, selon ses critères, l' « indigène » qui vote à droite parce que Sarkozy s'est engagé à construire des mosquées est plus subversif que l'indigène qui vote PS pour défendre ses intérêts économiques... ce qui a le mérite de la clarté ! Au même moment où Khiari écrivait cela, Sarkozy – alors ministre de l'intérieur et des cultes – pondait des bouquins comme La République, les religion, l'espérance... Dans ce bouquin, Sarkozy écrivait - justement - qu'il manquait beaucoup de mosquées et de synagogues dans certaines communes du 93 ! Ainsi Khiari, dont le cœur de cible est la population des villes du 93, indique qu'il préfère un vote sarkozyste pour avoir des mosquées, alors que le but caché évident d'un Sarkozy, à travers la construction de lieux de culte, est de canaliser une éventuelle colère populaire dans certains quartiers... Donc le PIR est clairement interclassiste.

GARAP – Du reste, les membres du PIR approuvent les gouvernements réactionnaires de droite comme de gauche, à travers la participation des indigènes au sein même de ces gouvernements. Voici un extrait du discours de Bouteldja pour les dix ans du PIR :

« Et enfin, même l'action des traîtres comme Rachida Dati, Malek Boutih ou Rama Yade est aussi une manifestation de la lutte des races sociales. N'oubliez pas que je venais de dire qu'elles étaient ambivalentes. Leur ambition dévorante, leur ascension telles des Bel ami de l'immigration qui nécessitent de vous piétiner pour réussir, c'est une manifestation de la lutte individuelle et égoïste des races sociales. Lorsque Rachida Dati obtient le ministère de la justice, un ministère régalien, lorsqu'elle est au sommet de sa gloire, et aussi

traître qu'elle soit, elle ne peut pas ne pas penser à sa mère Zora, et c'est le nom qu'elle a donné à sa fille. Elle ne peut pas ne pas penser au chemin parcouru par une fille d'immigrés maghrébins. Elle a sa revanche sur l'histoire. Même s'il faut les combattre, les traîtres participent à leur manière à la lutte indigène. »

Cette vision vient absolument couvrir, valider, les pires saloperies qui sont faites par l'UMP à l'époque, au travers de Rachida Dati, de Rama Yade ou encore Malek Boutih à la tête de SOS Racisme. Ce discours vient totalement justifier la réaction gouvernementale, et les PIRistes sont vraiment des auxiliaires patentés de la réaction institutionnelle.

Vosstanie – Leur poids médiatique est-il tributaire de notre époque internetisée et twittesque ? Parce que, globalement, on se rend compte qu'ils ne représentent pas grand-chose, mais pour autant ils ont un poids qui pourrait peut être trouver sa justification dans l'importance des nouvelles technologies de communication et de diffusion.

GARAP – Les nouvelles technologies, oui, mais ils sont finalement peu présents sur les réseaux sociaux. Ils restent tributaires de la communication classique télévisuelle, surtout sur le service public. Il faudrait s'interroger sur le nombre de passages qu'Houria Bouteldja a pu faire sur les chaînes de télé publiques. Elle a d'ailleurs vendu la mèche récemment lorsqu'elle a été mise en difficulté par un intellectuel de gauche, qui a eu le mérite de lui renvoyer dans les dents quelques vérités élémentaires : elle a déclaré que l'important n'était pas le contenu de ses bouquins mais le fait que l'on parle d'elle et du PIR. Le fait d'attacher peu d'importance dans le contenu pour lui préférer le scandale ou le buzz rejoint la stratégie de tristes individus comme Soral ou Dieudonné. Au final, ces individus sont prêts aux pires outrances jusqu'au point de se retrouver régulièrement devant les tribunaux... parce que cela leur assure une forte médiatisation donc, *in fine*, du fric.

GARAP – Ça nous ramène aussi à une constante du discours d'extrême-droite, qui privilégie le mythe sur le *logos*. Il s'agit avant tout d'avancer des images, des icônes, des légendes ou des déclarations performatives au détriment des raisonnements logiques. Et peu importe qu'ils trouvent sur leur route des contradicteurs. On trouve cette constante au sein de l'extrême-droite, et en cela H. Bouteldja s'y inscrit totalement. Tous les discours qui s'y rattachent ont pour seule visée la production d'une subjectivation identitaire et sa diffusion la plus large possible. En ce qui concerne le PIR, ses membres ont également le soutien appuyé de toute une clique universitaire, ce qui renvoie donc aux appareils d'extrême-gauche présents pour vendre leur production intellectuelle, et dans ce cadre la valeur du scandale est à la hauteur du bénéfice de leurs ventes futures. On peut parler par exemple de Christine Delphy.

Vosstanie – Il est intéressant de noter que Taddei, dans son émission « Ce soir ou jamais », a invité autant Soral que Bouteldja. Il y a de quoi s'interroger sur la fréquence de leur présence dans son émission.

GARAP – Il faut voir qu'entre les deux personnes, il y a un jeu de miroir qui s'opère. Officiellement, ce sont des grands ennemis : l'une se positionne à l'extrême-gauche de ce qu'elle appelle le « champ politique blanc », l'autre s'inscrit plutôt à l'extrême-droite de l'échiquier politique. Néanmoins les deux s'inscrivent sur le même créneau, à savoir des icônes politiques qui ne croient pas ou plus en une lutte des classes, mais qui pensent que le clivage principal passe entre les sionistes et les « antisionistes ». Leur production politique se fabrique selon l'actualité des événements au Proche-Orient, et leur dialectique se fonde dans une séparation des sociétés entre deux camps – et non pas deux classes – les sionistes et les antisionistes. Dans cette surenchère à qui est le plus antisioniste, Bouteldja est en train de perdre la bataille, car pour mettre en avant son antisionisme, elle doit désormais en passer au préalable par une apologie de Dieudonné, et reconnaître dans le personnage une certaine vision de la revanche indigène sur la « virilité offensée ». En gros, selon elle, Dieudonné n'est pas tant un antisémite qu'un « homme debout » (c'est son expression). Ce petit passage démontre qu'elle a clairement perdu la bataille face à la frange des antisionistes qui ose se positionner clairement à l'extrême-droite. Houria Bouteldja en est rendue à devoir, d'abord, adouber la figure médiatique de cet antisionisme agressif pour pouvoir, ensuite, dérouler la liste de ses pseudo-arguments.

Vosstanie – On peut donc enchaîner sur l'analyse du fameux livre de Houria Bouteldja, Les blancs, les juifs et nous, édité donc chez Eric Hazan, aux éditions La Fabrique... Étonnant éditeur qui sort autant des livres sur les femmes féministes voilées que des textes du Comité Invisible...

GARAP – Et qui nous appelle aussi à embrasser les CRS !

Vosstanie – La Fabrique publie aussi du Ivan Segré, ce dernier ayant d'ailleurs fait une recension critique du bouquin de Houria Bouteldja... Éditeur pour le moins éclectique, donc. Par quel angle as-tu analysé le bouquin de Bouteldja ?

GARAP – J'en ai fait une recension suivant un ordre chronologique. Je me suis fait chier à le lire et à noter, page par page, tout ce qu'il y avait de « croustillant ». Concernant la maison d'édition du bouquin susvisé, Eric Hazan s'est toujours positionné à l'extrême-gauche ; il ne vient pas du centre, de la démocratie chrétienne ou des néo-nazis. Et c'est justement intéressant d'observer que ce personnage est une figure dans le milieu de l'édition militante,

qu'il vient de l'anticolonialisme engagé, de l'extrême-gauche. Cela permet de souligner à quel point le Parti des Indigènes de la République n'est pas qu'une entité réactionnaire religieuse (bien qu'il le soit en grande partie), car ses soutiens sont clairement marqués à gauche politiquement, à commencer par son éditeur. Ce serait tellement rassurant de savoir Bouteldja éditée par n'importe quel connard issu de la Nouvelle Droite, ethno-différencialiste, pro-religieuse, animé par une haine de la laïcité et de la Raison. Or, ici, il s'agit hélas de La Fabrique, éditeur entre autres de L'Insurrection qui vient, un ouvrage par ailleurs très critiquable, mais que l'on ne peut tout de même pas placer au même rang que celui de Bouteldja. [...]

Vostanie – Peut-on analyser le livre de Bouteldja sous un angle psychopathologique, parce qu'il y a tout de même quelque chose d'incroyable dans tout ce qu'on a entendu ?

GARAP – En effet. [...] La question que l'on peut se poser, c'est de savoir si elle devait être amenée à défendre de façon logique ses délires – on peut difficilement parler d'arguments – l'entreprise serait-elle faisable ? Je ne crois absolument pas. C'est aussi tout le sens du style qu'elle adopte. On ne peut pas s'empêcher de penser, à la lecture de cette giclée sentimentaliste au service de tous les archaïsmes, de la régression la plus infâme, aux discours d'extrême-droite, voire carrément nazis. Et je ne crois absolument pas être outrancier en disant cela. D'ailleurs il y a quelqu'un, quelques décennies auparavant, à l'époque où l'histoire était bien noire, qui s'était chargé de faire une analyse des discours du parti nazi, ce fut Wilhelm Reich. Reich était un psychanalyste freudo-marxiste, qui s'était posé des questions de façon extrêmement lucides face au phénomène hitlérien. Il faisait parti au début du parti communiste allemand, et avait vu l'inefficacité des discours et des politiques adoptés par le parti communiste allemand face à la montée en puissance de l'extrême-droite et de ses discours. Ce qui est intéressant dans les réflexions de Reich, c'est que les discours d'extrême-droite ne jouent absolument pas, selon lui, sur le *logos*, en essayant d'argumenter et de convaincre par a+b les masses ; ils jouent uniquement sur leurs sentiments et leurs émotions, et c'est justement ce que fait Houria Bouteldja. Elle joue complètement sur l'émotionnel, elle envoie tout et n'importe quoi pourvu que ça puisse piquer une forme de refoulement, de frustration sociale et, en creux, créer une subjectivation. Alors, pour pouvoir étayer mon propos, je me suis replongé dans La psychologie de masse du fascisme. Reich est une personnalité qui a pu être décriée à maints égards ; en effet il a défendu certaines positions critiquables (notamment sur l'homosexualité, qu'il considérait comme pathologique). N'empêche que dans cet ouvrage, il s'agit d'un Reich combattant, qui avance des pistes d'analyse efficaces et perspicaces. Il s'aperçoit que le marxisme vulgaire ne marche pas, le fait de dire aux gens qu'ils sont opprimés et surexploités ne touche personne.

Alors que les discours d'extrême-droite qui font appels au ressentiment et à un imaginaire fait de communautés artificielles font mouche, et c'est toute la finesse d'analyse de Reich.

Vosstanie – Mais n'est-ce pas le propre de toutes les idéologies identitaires que de toujours faire mouche ?

GARAP – Oui, et c'est tout l'intérêt de cette analyse, c'est de constater la force de l'idéologie. Cette force, Reich ne la détache absolument pas des bases matérielles, par contre il essaye d'articuler tout ça. Il essaye de connecter les bases matérielles, les forces de production, comme cadres de l'idéologie, avec les autres discours qui se développent à partir de ce cadre-là, et dont la borne reste ce cadre. Reich analyse que les traits qui se dessinent en creux sont ceux de la famille autoritaire : c'est la répression sexuelle qui est, dès l'organisation de la famille autoritaire, assénée à l'individu, qui va le conditionner, et qui va le réprimer afin d'avoir une réceptivité aux discours les plus autoritaires, nationalistes et racistes. Je pense que c'est une grille d'analyse à prendre en compte face au phénomène analysé aujourd'hui. C'est un peu cette analyse que l'on tente dans La lettre à Nour, en décrivant que les rapports de production – le capitalisme tel qu'il se développe depuis 40 ans – développent des structures de régression sociale et font appel à la frustration par le biais des rapports marchands, des politiques publiques et de tous ces identitarismes... font appel, aussi, à ces pulsions recroquevillées et à cet écrasement de l'individu que l'on va sublimer afin qu'il puisse par la suite s'exprimer au travers d'impasses politiques dont notamment les formules identitaires. Que nous dit Reich sur le discours d'extrême-droite ? Il ne fait que relayer les discours des nazis. Prenons l'exemple des discours de Wilhelm Stapel, un auteur sympathisant de la doctrine nationale socialiste : « *Le national-socialisme étant un mouvement élémentaire, il est impossible d'en venir à bout par des arguments. Des arguments n'auraient d'effets que si le mouvement s'était imposé à l'aide d'arguments.* » Ici, toute l'entreprise n'a rien à voir avec l'élaboration de démonstrations scientifiques ; il s'agit uniquement de toucher les émotions. Toucher des émotions blessées que l'on va essayer de sublimer, en bref toucher une forme d'inaptitude des masses. Ma démonstration est rapide et grossière, mais c'est en résumé ce qu'analyse Reich : « une inaptitude des masses à la liberté politique ». Les rapports de production et les idéologies qui naissent de ces rapports de production, qui sont des idéologies autoritaires de répression, vont conditionner ces masses à un tel point que, dans certaines périodes de l'histoire, et particulièrement dans les moments de crise, on a des forces idéologiques qui surfent sur les ressentiments de ces masses, et que Reich a dénommé la « peste émotionnelle ».

Vosstanie – Et les idéologies sont, de fait, des forces matérielles ?

GARAP – Bien évidemment. Mais ce sont des forces matérielles qui ne vont pas jusqu'à se heurter aux intérêts de la classe dominante, au contraire elles la servent en faisant accepter aux opprimés des idéologies extrêmement funestes qui sont directement ou indirectement assénées aux masses. Si elles vont à l'encontre, alors ce n'est pas de l'idéologie, mais de la théorie et de la pratique révolutionnaires. Ce qui est intéressant avec ce ramassis d'archaïsmes de Bouteldja, c'est que ça se fait en 2016. Évidemment, on occulte tout le registre, tout l'apport et toute la conflictualité qui ont eu lieu au XXe siècle entre les révolutionnaires et les différents représentants de la réaction. À la lecture de ces passages, rien qu'en étudiant leur forme, ce n'est que du mysticisme et du sentimentalisme ; en bref, ce n'est que de l'esthétisme. Il s'agit de créer un imaginaire, de mettre le lecteur dans un état émotionnel qui lui permet d'adhérer aux discours grâce à des touches qui lui parlent intimement. Les thématiques restent les mêmes : la religion, la transcendance, les appels à la famille autoritaire. Qu'est-ce que la famille autoritaire ? C'est la répression sexuelle. Qu'est-ce que la répression sexuelle ? C'est la répression de l'individu. Et immédiatement on en vient au statut de la femme. La femme, dans cette optique, c'est juste la génitrice, rien à voir avec la femme maîtresse de sa sexualité. En poussant la réflexion, et c'est ce qu'analyse Reich, on arrive alors à l'opposition entre économie sexuelle et répression sexuelle. Ce qu'il nomme l'économie sexuelle, c'est un système dans lequel chacun est libre de choisir sa sexualité, loin du déballage grossier des comportements sadiques, mais au contraire chacun contrôle sa sexualité pour s'y épanouir au mieux. Au contraire, la famille autoritaire se met en place dans le cadre d'un dressage : il s'agit de soumettre l'individu à tous les codes qui vont lui permettre d'accepter par la suite les autres formes de domination, ou plutôt les autres formes de domination qui vont s'imposer à un autre degré hiérarchique dans la société, comme l'État, comme le patron. Je suis obligé d'écouter mon papa et ma maman, et si ma maman n'est pas sensible à des institutions fondamentales comme le mariage et la procréation, et bien elle devient une traînée, parce que la sexualité libre est immédiatement vue par cette idéologie comme une menace. En poussant l'analyse encore plus loin, s'il y a sexualité libre entre les individus libres et égaux, on arrive rapidement à remettre en question la société. C'est en gros la conclusion de Reich, et je ne demande pas d'adhérer jusqu'au bout à son analyse, mais elle mérite d'être prise en compte face à la résurgence des discours sur la pudibonderie, sur la valeur fondamentale du mariage et de la famille, sur la soumission à un dieu, comme si ce dernier n'était pas une invention, donc une médiation, donc un pouvoir instauré pour dresser les individus et les soumettre à un ordre inégalitaire. Toute cette analyse mérite une attention particulière, ainsi que son analyse sur la structure caractérielle de l'homme moyen, qui résulte de ces structures idéologiques et économiques, et le rend donc inapte à la liberté

politique. Reich se pose la question suivante : comment cela se fait-il que, dans des conditions où l'exploitation est évidente, où l'oppression est partout, les masses ne se révoltent pas ? En tête, elles ont peut-être d'autres chats à fouetter, comme faire face à des problématiques intimes. Quelles sont ces problématiques ? En fait, elles sont très politiques. Ce sont des problématiques qui résultent justement d'une organisation de la société au sein de la sphère privée : la famille autoritaire est ici visible, avec tout ce que cela implique comme répression sexuelle, comme frustration imposée dès l'enfance (répression de la masturbation, contrôle des partenaires...). Il s'agit ni plus ni moins d'un dressage. Et le fait de voir revenir ce genre de discours en pleine période de crise où tout semble se scléroser, se braquer dans un rapport de classe contre classe, n'est pas un hasard. Et l'analyse de Reich donne un sens à ce retour du discours archaïque. Il ne faut pas oublier que toutes les sphères ont complètement éclaté : sphère intime, sphère privée, sphère publique, sphère professionnelle. Tout le monde reçoit internet chez soi, et la société est plus que jamais désenclavée. Il faut ajouter à cela une crise de la famille. Et voir la résurgence de ces discours identitaires qui vont jusqu'au cœur même des politiques publiques, de l'État et de l'économie, ce n'est pas rien. On voit bien que l'on est face à une pente de régression sociale généralisée sur la base de la domestication des masses.

Vosstanie – Est-ce que l'on ne fantasme pas un peu cette famille ? Cette famille comme cadre ancestral – dont on ne fait absolument pas la promotion, et dont on se fout de la disparition – ressemble un peu à une image fantasmée. Aujourd'hui la famille, sociologiquement, c'est un mariage sur deux qui termine par un divorce, les familles monoparentales qui foisonnent, l'absence des pères... La famille telle qu'on se l'imagine ne véhicule-t-elle pas une image fantasmée de la stabilité ? Et derrière cela un retour à un ordre patriarcal ?

GARAP – Il y a évidemment une part de fantasme. On n'a jamais vu une crise aussi développée des structures familiales. Mais la vision fantasmée de la famille n'est pas si offensive que cela, finalement. Il s'agit avant tout, dans ce retour à cette vision rassurante, d'une position défensive, et c'est pour cela qu'elle est d'autant plus agressive. Il s'agit là de refaire communauté, de repartir sur des modes d'organisation autoritaires de la société, qui ne sont pas du tout antithétiques au capitalisme, bien au contraire. A un moment donné où les rapports de production se durcissent, il s'agit de mettre tout le monde au pas. Au niveau des idéologies, cela se traduit par un retour à la religion : islam politique, évangélistes, catholicisme, judaïsme... Il s'agit de redomestiquer les gens, l'essentiel étant que ça puisse se fondre dans la fluidité du rapport marchand tel qu'il existe aujourd'hui.

Là, on a pas mal parlé de la famille autoritaire, et comment elle se fond dans le mécanisme de la répression sexuelle. Je voudrais insister sur la fonction

qu'occupe la religion, et plus particulièrement l'irrationalisme et le mysticisme dans le fonctionnement autoritaire et cet ordre répressif, et la manière dont tout ceci entretient les rapports de domination, et crée une perméabilité, chez l'homme moyen en tout cas, soumis à la famille autoritaire. On vient d'entendre dans le discours du PIR des références constantes au mysticisme, à Dieu qui serait au-dessus des hommes, aux femmes qui doivent accepter de se faire violer et fermer leur gueule. La fonction de la femme doit se cantonner à reproduire la communauté, à fermer sa gueule ; du reste, les manifestations religieuses ostentatoires que l'on voit un peu partout relèvent de ça. Donc, lorsqu'on nous mélange tout ça avec de la liberté, c'est de la rigolade tellement c'est tordu, c'est juste la liberté de revendiquer un symbole, des valeurs, un ordre qui sont intrinsèquement répressifs. Et donc la religion et son mysticisme intervient dans ce dispositif historique pour ancrer l'angoisse sexuelle chez l'individu. A partir de là, on crée le terrain favorable de la sublimation, une sublimation totale de la sexualité. Et c'est un peu ce à quoi on assiste en ce moment ; en réalité, Bouteldja parle énormément de cul dans son bouquin. A partir du moment où tu réprimes la sexualité, c'est-à-dire en la régissant dans des codes de conduite qui sont soumis au regard d'une transcendance, d'une entité supérieure présente même dans l'acte sexuel, cela te met en décalage total avec ta propre intimité, ta propre aspiration à un épanouissement débridé, à un plaisir désinhibé. Ce qui est intéressant, c'est lorsque tu connectes cette répression de l'intime à la structure de classe, ce que développe W. Reich. Il nous dit qu'au bout de la liberté sexuelle, il y a le « danger » de la contamination par le rapport sexuel... d'une contamination qui consisterait à vouloir changer l'ordre des choses, en particulier entre la classe dominante et les classes dominées. Si les gens viennent à se fréquenter et à choisir librement leurs partenaires, eh bien la structure de classe s'en trouve pas mal bousculée, et ça la classe dominante n'en veut pas. Ainsi la religion intervient là-dedans pour mettre en place des formes de sublimation de la sexualité. On retrouve cette notion dans un passage intéressant affirmant que c'est au niveau de la structure émotionnelle de l'homme religieux que l'on va pouvoir totalement déployer des discours et des formes d'organisation répressives, et donc totalement en phase avec toutes les formes de domination. Il nous dit : *« La structure émotionnelle de l'homme authentiquement religieux obéit pour les formes essentielles à la description suivante : sur le plan biologique il est soumis aux mêmes tensions sexuelles que tous les autres hommes et êtres vivants, mais l'assimilation des représentations religieuses antisexuelles et la peur acquise de la punition lui ont enlevé toute possibilité de tension et de satisfaction sexuelle naturelle. Il souffre donc d'un état de surexcitation physique chronique qu'il est obligé de tenir sans cesse en échec. Le bonheur sur terre n'est pas seulement hors de son atteinte, il ne lui paraît pas même désirable. Comme il attend la récompense dans l'au-delà, il souffre dans toutes les affaires terrestres du sentiment de son inaptitude au bonheur. Comme il est un être vivant biologique qui ne saurait se passer de*

bonheur, de détente et de satisfaction, il se met en quête d'un bonheur imaginaire capable de lui procurer les tensions religieuses correspondant au prélude au plaisir, autrement dit les courants et excitations végétatives du corps. Il organisera donc avec ses coreligionnaires des manifestations et créera des institutions qui lui facilitent les états d'excitation somatique tout en lui en dissimulant la vraie nature. Son organisme biologique construit donc un orgue dont les sonorités sont capables de provoquer de tels courants somatiques. L'obscurité mystique des églises augmente encore l'effet de la sur-sensibilisation à sa propre vie intérieure, aux accents d'un sermon, d'une chorale, en accord avec elle. » Quand on lit ça, on pense rapidement à ce qu'il se passe lors des messes évangélistes, dans lesquelles les personnes se mettent en transe et en extase, ce qui rappelle beaucoup l'état d'excitation au moment du coït dans une forme mal assumée parce qu'il y a une réalité qui lui est essentiellement cachée. De plus, le discours des religieux comme celui que tient Bouteldja dans son bouquin, ça ne tient qu'à ça. Il y a toujours cette éternelle relation au cul, au corps de la femme, la condamnation viscérale de l'homosexualité vue comme un danger pour l'ordre intime, qui est une transposition de l'ordre social. Dont il s'agit d'un dispositif clair, massif, de domestication à partir de l'intime. Du reste, les mutilations sexuelles comme la circoncision ou l'excision, ça tient d'un regard dès la naissance de la société sur ton sexe avant que tu puisses toi-même en avoir un ; ce regard s'occupe avant toi de ton intimité, et donc de ton aptitude au plaisir, ou plutôt de ton aptitude à assumer librement ton plaisir et à t'épanouir sur le terrain sexuel. Reich a énormément travaillé sur cette question-là dans le prolongement du concept de libido avancé par Freud. Même si ça peut en faire rire certains, comme chez les pro-identitaires, qui d'ailleurs condamneraient d'avance ces propos en soulignant que Reich était juif, le discréditant automatiquement, ou en argumentant du fait qu'ils sont religieux et qu'ils assument pleinement leur sexualité. En réalité, la question à leur poser, c'est comment ils pourraient assumer une sexualité en-dehors des prescriptions qui leur sont assénées par une autorité morale et religieuse, c'est-à-dire sans aucun appui ou tuteur pour vivre librement leur intimité. Désolé de revenir à des banalités de base, mais malheureusement notre époque nous y contraint, et nous sommes obligés de reprendre à bras le corps ces questions, alors qu'on pensait qu'elles étaient enfin résolues, notamment après 1968. Il est d'ailleurs ironique de voir à quel point tout le monde se met à cracher sur cette époque alors que la libération sexuelle a été un grand bond en avant. Évidemment, ça a certes très vite débouché sur une utilisation marchande de la sexualité, mais le fait de mettre sur le devant de la scène ce sujet a été déterminant pour d'autres libérations, dans le cadre d'une réappropriation de sa vie, de son aptitude au plaisir en foutant dehors toutes les formes de domination qui prétendent s'en occuper. Sur ce point, Reich permet d'avancer des arguments assez solides pour clouer le bec à toute cette résurgence de discours pudibonds et archaïques qui nous font prendre des vessies pour des

lanternes, et nous permet d'élaborer des grilles d'analyse efficaces.

Vosstanie – Une question me vient. On faisait l'analogie avec les évangélistes, on peut également faire des analogies avec ce qui concerne le djihadisme. Par exemple, cette capacité à sublimer la sexualité dans des formes militaristes. Toutes ces formes d'idéologie qui demandent à être mises au service d'idéaux assez mortifères – la nation, la patrie, la religion (on est capable de se faire physiquement exploser pour atteindre un au-delà, représenté par un harem de jeunes femmes vierges).

GARAP – En effet, intervient l'extase, comme elle intervient lors de la messe, comme elle intervient lorsqu'on écoute un discours religieux qui est censé te transcender, et comme elle doit intervenir lorsque tu te fais exploser. C'est sur cet élément extatique que le discours religieux joue. Qu'est-ce que cette extase ? Une forme de sublimation qui se place sur un terrain extrêmement morbide parce qu'il ne peut pas exister de façon libre dans une relation sexuelle. Le discours religieux parle essentiellement de sexe. Je parle de religion de façon générale, car aussi bien dans l'islam que dans le catholicisme que dans toutes les formes religieuses il y a une forme répressive sexuelle totalement intriquée dans la domination de classe capitaliste. Et aujourd'hui, elle a droit à un sacré lifting grâce à toutes les hypocrisies qu'elle continue de répandre : retour de la sexualité cachée, mal assumée. Et d'ailleurs c'est tout un business : l'importance des sites de rencontre sur des bases communautaires est un exemple remarquable. Tout ceci se fonde très bien dans ce rapport marchand fluidifié. On voit bien qu'il ne s'agit plus d'aller tous les dimanches à la messe ou à la mosquée ou à la synagogue. Tout est prévu : même si tu as envie de revendiquer ton identité religieuse, du moment que c'est marchandiso-compatible, il n'y a aucun problème pour ça. D'ailleurs, tout ceci est encouragé. Ça devient même un atout, un cachet au niveau de l'attrait sexuel, comme un argument de vente. En terme de comportement, c'est unimaginable l'efficacité de ces nouveaux rapports : on affiche des codes qui relèvent de la pudibonderie, à savoir des codes religieux, tout en jouant les codes de la rencontre affective, donc on se maquille, on se rend séduisant, avec des produits en vente au supermarché du coin, donc aucun problème de compatibilité. Ces résurgences se fondent parfaitement bien dans le cadre des rapports marchands.

Vosstanie – Il est vrai qu'il est toujours ambigu de soulever ces thématiques-là. Autant on peut dénoncer l'hypocrisie, autant on ne peut pas exiger d'une société dans son mode de fonctionnement « normal » une volonté de totale transparence. Autant j'ai du mal avec l'hypocrisie, autant je ne peux pas me satisfaire de la totale transparence d'une société. Chacun a le droit à son intimité et à ses contradictions.

GARAP – C'est absolument ce que je développe. Il ne s'agit pas du tout de se rallier à une totale transparence, notamment en vogue aux USA parce qu'elle se satisfait parfaitement de cette vision moraliste. Ma démonstration vise à parler d'une véritable sexualité émancipatrice avec des partenaires librement choisis, sans avoir à se cacher ou à craindre la punition de quiconque, ou de dieu. Souvent dans l'histoire, la critique faite par rapport à ces offensives pour mettre en place la libération sexuelle a été l'éternelle image du chaos où tout le monde va coucher avec tout le monde. Une sorte de chaos sexuel. Ce n'est pas du tout ça le contrepoint du moralisme et de la répression sexuelle. L'opposé, ce n'est pas de faire de la sexualité toute une histoire, c'est au contraire de s'épanouir sur ce terrain-là, d'être apte au plaisir ; il s'agit donc de ne pas être saturé de plaisirs marchandisés.

Vosstanie – Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'extrême-droite, jusque dans ses franges les plus « à gauche », soit crispée sur ce fameux débat sur la théorie du genre. On voit bien que quelque chose les met mal à l'aise par rapport à cette fluidité sexuelle, à l'hybridation, au fait que les gens ne se reconnaissent pas ouvertement ni comme foncièrement hétérosexuel, ni homosexuel, ni même bisexuel. N'y a-t-il pas eu toute cette crispation sur le fait que ça mettait mal à l'aise les gens que le genre se défasse ? On a l'impression que toutes ces thématiques identitaires, ces crispations, cette volonté de se réassigner, s'essentialiser, refont surface pour remettre toutes les couches sociales à leur place.

GARAP – Si je comprends bien ton propos, l'extrême-droite « la plus intelligente » veut enfermer ce sujet à l'intérieur d'un débat bien précis : celui de la domination qu'elle prétend combattre, à savoir le capitalisme le plus débridé qui pulvérise nos vies et la structure familiale pour mieux vendre. C'est le principal discours de cette famille politique aujourd'hui, qui arrive à se diffuser dans toute la société, et repris par différents acteurs politiques et par différentes structures économiques. Mais la liberté sexuelle n'a rien à voir avec ce sujet, il ne s'agit pas d'aller sur un site pour rencontrer quelqu'un moyennant une inscription payante. Il ne s'agit pas non plus de revendiquer une identité sexuelle comme on revendique un aspect de sa personnalité pour habiller des *habitus* de consommation. La libération sexuelle appelle à une transformation totale de la société ; une société où la séparation n'existe plus, ce qui ne veut absolument pas dire que l'intimité n'existe plus. Car c'est la société et le rapport marchand qui séparent, en ayant forcément recours à des formes marchandes pour consommer du sexe, ou être soi-même un corps en vente pour pouvoir séduire l'autre. Donc ce sont ici des dynamiques fermées. Pour combattre la marchandise débridée, que nous vend donc l'extrême-droite ? Un retour à l'ordre ancien, à l'ordre moral. Ce qui est intéressant c'est que leur ordre moral fait tout autant vendre que l'ordre débridé qu'ils sont censés combattre ! C'est la même dynamique fermée.

Il faut pulvériser tout ça. C'est pourquoi la démarche communiste révolutionnaire s'occupe également de ça, bien évidemment. Il s'agit d'aborder toutes les questions dont il faut s'occuper, car de toute façon il n'y a rien à perdre. Nous vivons des vies de merde constamment écrasées sous la pression de formes multiples de domination, et il faut pouvoir toutes les balayer.

Justement, le discours identitaire s'occupe des questions liées à la sexualité, parce qu'une partie des révolutionnaires ont totalement abandonné ce sujet. Mais c'est dans la droite ligne de tout ce qui s'est produit au cours du XXe siècle avec le marxisme-léninisme, où le sujet central restait la dénonciation des contradictions économiques. Non, l'idéologie a toujours une force matérialisée, bien sûr. Et il faut s'occuper de ces questions, il faut parler de sexe, de rapports entre les personnes, d'intimité, de mariage, de famille, de procréation, de dieu qui contrôle tout ça. Il faut aborder ces points pour mieux les balayer, parce que toute cette idéologie se base sur un dressage qui se fait dès l'enfance, et l'enfant n'a aucun besoin de toute cette violence de l'intime. En laissant ces sujets sans analyse, des terrains idéologiques se reforment et se développent constamment, des terrains jamais réellement gagnés dont il faut s'occuper frontalement. Maintenant quand on me parle de féministes qui veulent porter le voile ou font l'éloge de la religion, c'est juste impensable que ce genre de théorie puisse avoir droit de cité, c'est une vaste fumisterie mise en place par des agents de la domination religieuse, qui sont eux-mêmes totalement intégrés dans le dispositif de domination capitaliste qu'il faut balayer. Par conséquent, aucun problème à aborder la question du sexe, on peut et on doit parler de bite, de cul, d'intimité, et d'amour bien sûr. Car c'est bien ce sujet qui importe, c'est que tous ces discours réactionnaires et religieux parlent de tout sauf d'amour, hormis au travers de formes totalement domestiquées et dressées, qui s'insèrent dans des dispositifs de reproduction de domination sociale. Et on ne veut absolument pas de cet amour, c'est juste de la merde. On veut l'amour libre, celui qui laisse libre cours à la création individuelle. C'est aussi cela qui est en jeu derrière la question de la sexualité. On se trouve ainsi au cœur de la régression sociale, parmi d'autres fronts, comme celui de la régression sur les conditions de reproduction biologique de l'humanité, sur le pillage de la nature. Tout est lié au déploiement d'un capitalisme suicidaire qui nous est envoyé dans la gueule.

L'arrogance de ces réactionnaires idéologiques est de penser que le sujet de la sexualité ne sera pas abordé. Ils veulent jouer sur des tabous pour clore le débat, alors qu'au contraire, il faut aborder frontalement la question de la sexualité, aucun problème pour ça.

Vosstanie – N' a-t-il pas des exemples plus précis sur cette hypocrisie ?

GARAP – En effet, parmi les exemples connus, j'ai retrouvé au détour de mes recherches sur le net une vieille vidéo de l'émission Strip Tease qui s'intitule Jesus, c'est ouf!. Donc c'est tout un programme qui montre bien toute

l'hypocrisie des religieux. L'émission suit des jeunes catholiques en pèlerinage à Rome, au Vatican. Lors de leur retour en France, on les voit faire du prosélytisme dans les RER et les Intercités. À la fin, on les voit participer à une cérémonie d'auto-flagellation collective sur fond de musique religieuse, dans laquelle ils reconnaissent avoir commis tel ou tel péché, notamment celui d'avoir traîné sur des sites porno : certains se mettent à pleurer, d'autres s'évanouissent. Ici il y a clairement une dimension sexuelle à l'œuvre. Dans un autre registre, il y a aussi les JMJ tous les 2 ou 4 ans, et tout le monde sait chez les cathos que cette manifestation sert avant tout à rencontrer des amours d'un soir. On retrouve bien sûr ce phénomène à l'extrême-droite la plus classique type Bloc Identitaire ou Génération Identitaire, qui sont des mouvements composés de (très) jeunes hommes généralement célibataires – il n'y a quasiment aucune femme dans ces mouvements – qui parlent essentiellement de cul et de baston. Une fois que ces jeunes hommes ont rencontré une femme, la « politique » c'est terminé. On se met dans un groupe, un temps, avant d'embrasser la carrière de petit patron ou de petit commerçant, de trouver une femme et de se marier ; en somme la vie petite-bourgeoise classique. Derrière tout le vernis subversif, soi-disant à la marge, ce qui les attend par la suite c'est une vie des plus conformistes. Dernier point où je voulais revenir, lorsque l'on soulignait tout à l'heure que les enfants n'étaient coupables de rien, c'est en effet un point important, car dans le bouquin de Bouteldja, il y a un passage où elle écrit qu'elle s'arrête à chaque fois qu'elle voit un enfant portant une kippa passer dans la rue... Or, jusqu'à preuve du contraire, le gamin de 5 ans qui porte un signe religieux ne l'a généralement pas voulu de façon consciente. Cet enfant portant une kippa, de par son bas âge et son absence de libre arbitre, ne saurait servir d'excuse valable aux préjugés antisémites de Bouteldja... qui, rappelons-le, est censée parler d'amour dans son livre, puisque le sous-titre du bouquin est Vers une politique de l'amour révolutionnaire.

Vosstanie – Une dernière question pour conclure par rapport au livre de Bouteldja : comment peut-on assimiler Houria Bouteldja comme une femme de gauche ? Franchement pour nous, droite ou gauche, on n'en a rien à foutre. Mais tout de même, comment peut-on consciemment assimiler Bouteldja comme étant de gauche ?

GARAP – Elle est assimilée à la gauche en tant que personnalité politique soutenue par des gens de gauche : des écolos, des staliniens, des trotskistes, des libertaires. Excepté ses soutiens religieux qui viennent pour la plupart de l'extrême-droite musulmane comme la Confrérie des Frères Musulmans. Mais ses soutiens dans ce qu'elle appelle « le champ politique blanc » sont essentiellement de gauche. Dans ce sens-là, elle est rattachée à l'histoire de la gauche... Ce qui prouve bien, au passage, qu'il s'agit là d'une étiquette dont, en tant que révolutionnaires, nous n'avons pas à nous réclamer.

GARAP – En effet, on en a un petit peu parlé, des passerelles qui permettent aujourd'hui à Houria Bouteldja de se présenter comme une femme de gauche : l'anti-impérialisme, la bureaucratie, le clientélisme politique... Puisqu'on parle de psychanalyse, j'aurais pu, en introduction du propos que j'ai tenu sur Wilhelm Reich, parler de Frantz Fanon : il s'agit aujourd'hui d'une idole chez les gauchislamistes et les Indigènes de la République. Frantz Fanon était un psychiatre de formation qui venait des Antilles, et qui a pris fait et cause pour le FLN, pour lequel il a été un militant durant la guerre d'Algérie. Il a écrit un livre qui est devenu très célèbre, Les Damnés de la Terre, qui a reçu le soutien de Jean-Paul Sartre qui en a écrit la préface. Il s'agit d'un bouquin anticolonialiste dans lequel on retrouve beaucoup de thématiques et d'angles d'attaque qui sont aujourd'hui repris par les « Indigènes ». Le premier point, c'est qu'on ne peut pas comprendre la mentalité des colonisés ; « on » c'est l'homme blanc, le colon, l'occidental. Il est intéressant de lire que c'était déjà ces catégories de pensée à l'œuvre chez lui. À partir de ce moment-là, il peut développer tout et n'importer quoi, et c'est d'ailleurs ce qu'il fait dans son livre. Pour résumer, il présente l'homme en voie de décolonisation par la violence légitime qu'il oppose au colon comme celui qui met en place les bases d'une humanité affranchie. Le problème, c'est son analyse sociologique qui est assez pauvre, qui va de pair avec une méconnaissance des structures économiques des pays colonisés, comme par exemple cette idée que c'est la paysannerie qui serait le moteur du processus de décolonisation, et que cette paysannerie serait la gardienne d'une force et des valeurs immédiatement rattachées au passé et à la tradition. Évidemment sur ce point, c'est la porte ouverte à la religion, et Frantz Fanon l'ouvre sans jamais vraiment l'assumer, alors que les conséquences d'une telle analyse peuvent être lourdes, en premier lieu en favorisant le développement de racines identitaires, archaïques et régressives. Dans la dernière partie de son bouquin, il remet les habits du psychiatre, et il dessine en creux un propos universel à partir de la description de cas cliniques de victimes de la guerre d'Algérie. Pourquoi j'aurais pu en parler en introduction de l'analyse de Wilhelm Reich ? Frantz Fanon se fait psychiatre, et en tant que tel, il déploie des catégories qui relèvent clairement du freudisme, or Reich va évidemment bien plus loin, jusqu'à s'attaquer à la famille autoritaire, au mysticisme et à l'irrationalisme, à la société de classe, chose que ne fait pas Fanon. Car dans les pages des Les Damnés de la Terre, on retrouve de drôles de propos, comme un appel à la solidarité des prolétariats occidentaux pour que les capitalistes veuillent bien continuer à investir ou contracter des marchés avec des pays récemment décolonisés. C'est uniquement de l'anti-impérialisme, ça ne sort pas du cadre du capitalisme.

Vosstanie – N'y a-t-il pas une notion qui donne beaucoup de grain à moudre, comme celle de responsabilité collective ? Parce que tous les blancs seraient des colonialistes, on serait assimilé à toutes les politiques qui nous ont précédé, on serait tous susceptibles d'accompagner les gouvernements des pays

dans lesquels on vit. N'est-ce pas une vision du monde profondément dégueulasse ?

GARAP – Je trouve ça particulièrement dégueulasse, et je vais te dire pourquoi. Tout simplement parce qu'on est en 2016 et on continue de nous parler de colonialisme. Mais le colonialisme à la papa n'existe plus. Bien sûr qu'aujourd'hui il reste des pays riches et des pays pauvres. Mais comme on l'a déjà esquissé, il y a une transnationalisation du capital à l'œuvre. Par contre, s'il y a bien une colonisation, c'est celle de la marchandise. Et comme par hasard, ce petit détail n'est absolument pas remis en cause. Et la colonisation marchande, ça c'est un fléau. S'il y a une déshumanisation, elle se fait aujourd'hui sous le coup de la marchandise qui détruit nos vies.

GARAP – C'est plus consensuel de parler du néolibéralisme que de parler de la marchandise.

GARAP – On voit bien ici le brouillage à l'œuvre. On peut reprendre leurs concepts décolonisateurs. Tu veux décoloniser la marchandise ? Il suffit d'analyser l'uniformité de nos vies. L'anniversaire des 50 ans de la décolonisation algérienne, là aussi il y a un fort terreau social. En 50 ans, il y a pu y avoir du métissage. Ce n'est pas un hasard si le PIR est contre le métissage, parce que c'est une forme de réfutation de cette réalité sociale qui n'a cessé de se développer sous nos latitudes, et même dans le monde entier, les sociétés. Le fait est qu'il y a un brassage des populations, et que le colonialisme est une ancienne forme de domination, et la domination continue, aujourd'hui sous une forme marchande. Je pense que faire le parallèle aujourd'hui, c'est tout sauf outrancier. Au contraire, ils ne veulent pas de ça, ils refusent de l'accepter, ils travaillent même un peu plus à ce que personne ne réfléchisse autrement.

Vosstanie – Si on essaye de conjecturer momentanément, on peut dire que la matrice de toutes les formes identitaires est liée à des rapports fantasmés et à des moments de décomposition particuliers, et du capitalisme, et des structures historiques qui l'ont traversé. L'interpénétration de tous ces faits donne justement la possibilité à des discours de ré-émerger - discours dont on pensait qu'ils avaient disparu. Peut-on arriver à la compréhension qui se met en place au niveau global ? On voit bien que tout ce qui construisait les rapports de ces 40 dernières années sous une forme « stable » politico-économique – que l'on peut fantasmer, comme les fameuses « trente glorieuses », ou de ce capitalisme qui se développait sans contradictions –, au-delà de cette imagerie propre au CNR, peut-on essayer de tisser tout ce qui s'est passé ces trente dernières années, qui est peut-être la matrice de toute cette décomposition qui fait que le capitalisme à l'heure actuelle donne naissance à toutes ces résurgences identitaires ?

GARAP – Pour aborder ce sujet, on a peut-être un cas d'école, une porte d'entrée sur cette thématique que l'on va essayer de rendre synthétique. On va s'intéresser à la façon dont l'économie prend le pli identitaire au niveau transnational.

GARAP – Ce cas d'école, on l'a choisi de manière un peu arbitraire, car ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. On va partir de l'histoire d'un mec, issu de la bourgeoisie, pour tenter d'analyser comment l'identité et surtout la manipulation des pulsions identitaires des gens sont des moyens formidables pour faire du fric. Ce mec s'appelle Guy-Antoine Castex. C'était un des cadres d'Égalité et Réconciliation, le petit groupuscule antisémite d'Alain Soral – qui n'hésite d'ailleurs pas à se qualifier lui-même de national-socialiste. Ce mec a animé une section d'E&R en Bretagne, à Rennes. *A priori*, la section existait avant son arrivée mais il n'a eu aucun mal à en prendre la direction, vu le niveau intellectuel moyen du militant soralien. G.-A. Castex étale sa vie sur les réseaux professionnels tels *LinkedIn*. Il a un site internet d'autopromotion de lui-même, dans lequel il met en avant ses compétences en matière de management, de démarche-conseil, de relation client, de conquête commerciale, de marketing produit ou encore de *business plan* ; bref, son champ de compétence se situe bien dans un champ strictement commercial lié à la grande entreprise. Parmi ses expériences et formations, il se targue d'avoir travaillé pour une association de lobbying qui défend les intérêts de l'État azéri - de l'Azerbaïdjan - à l'international. La structure en question a des ramifications en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Turquie. La structure s'appelle TEAS (*The European Azerbaijan Society*). Castex a organisé des colloques pour le compte de cette structure, dont un, baptisé Islam et laïcité, qui s'est tenu à Bordeaux en juin 2013, avec une introduction d'un député, Vincent Feltesse. Il a aussi organisé un colloque à l'Assemblée Nationale sur le thème Pèlerinage laïque France-Azerbaïdjan : modèle universel ou exemple singulier ?, présidé par Thierry Mariani, député Les Républicains et sorte de semi-facho à la droite de l'aile droite du parti. Et il a également fait partie d'une délégation française en Azerbaïdjan. Il est déjà intéressant de constater qu'une personne cadre d'une structure qui s'appelle E&R, prétendant s'inscrire dans une démarche subversive, radicale et antisystème, est également une personne qui a ses entrées jusqu'à l'Assemblée Nationale. Il s'agit bien d'une « dissidence »... soutenue par des députés !

Pour ce qui est du colloque sur le thème de la laïcité à l'Assemblée Nationale, il est à souligner qu'il a été organisé en présence de Jean-Pierre Allali, membre du bureau exécutif du CRIF. Nous nous foutons globalement du fait que les gens d'influence puissent se voir sans problème en dehors des plateaux télé... mais il est ironique de constater que l'un des cadres d'E&R – une organisation qui passe son temps à dénoncer le sionisme – n'hésite pas pour se faire du fric à organiser des conférences officielles à l'Assemblée Nationale en présence de membres du

CRIF – institution à laquelle les soraliens attribuent, par ailleurs, tous les maux! En fin de compte, on doit sans doute constater que l'argent n'a pas d'odeur ! On peut également souligner la présence dans ce même colloque de Jean-Louis Bianco, qui a fait parler de lui récemment, car il est président de l'Observatoire de la Laïcité. Il faut savoir que cette structure s'est divisée en deux tendances, l'une qui s'attache à la définition de la laïcité telle que développée historiquement en France, et une autre beaucoup plus ouverte en faveur des religions, c'est-à-dire une laïcité vidée de tout contenu qui accepte de faire des accommodements raisonnables avec les religions et même avec les intégrismes. Donc, sous couvert de laïcité dite « ouverte », on enterre en réalité la laïcité. À ce colloque, il y avait également Tareq Oubrou, l'imam de la mosquée de Bordeaux qui officie là-bas en tant que « recteur ». Ce Guy-Antoine Castex faisait également parti de la délégation française qui est allée en Azerbaïdjan en avril 2013, avec Tareq Oubrou et sa femme, avec Mouslim Charafeddine, qui est le secrétaire général de la Fédération des Musulmans de Gironde, avec un représentant de la communauté juive du sud-ouest de la France, ainsi que Pierre Conesa (qui est le vice-président de l'Association Française des Victimes du Terrorisme). Je mentionne ce dernier noms parce qu'il est intéressant de souligner comment un soralien – militant, donc, dans une structure qui fait l'apologie de personnes comme Carlos et d'organisations comme le Hamas ou le Hezbollah, toutes peu connues pour leur rejet du terrorisme – se retrouve, pour de basses raisons pécuniaires, côte-à-côte avec le vice-président de l'association française des victimes du terrorisme ! Petite précision : Castex a des activités au sein du fameux TEAS mais, d'autre part, il est présenté comme dirigeant d'une société qui s'appelle Hexagone Partenaires. Il s'agit donc bien d'un petit patron qui sait faire des affaires et qui a dispose d'un réseau.

Vosstanie – Finalement, on n'est pas loin de la figure de Soral, qui est vraiment la PME identitaire incarnée, avec toutes ses officines comme Au Bon Sens ou Kontre Kulture. On voit bien qu'ils développent le business de la frustration et des frustrée.

GARAP – À lui seul, Soral est un emblème, il résume tout ce que la fachosphère peut représenter d'accointance avec le business.

GARAP – Avec, par exemple, les articles tournant autour de la thématique survivaliste... vendus 300€ !

GARAP – On peut aussi parler de Dieudonné et de sa structure d'assurance, l'Ananassurance. Allez-y les couillons, versez !

GARAP – On va maintenant s'intéresser à Tareq Oubrou, ce fameux imam de Bordeaux. C'est donc un intégriste qui arrive de manière surprenant à se faire passer pour un modéré. Il a eu le droit à un article dans *L'Express* intitulé « Ce qui se dit dans les mosquées », article du 13 décembre 2001. À l'époque déjà, *L'Express* le présentait comme le représentant d'un « islam citoyen », donc revisité à la lumière de la modernité. À l'époque, Oubrou se vantait d'avoir au sein de sa mosquée une salle unique pour les hommes et les femmes, et a mis donc fin au rideau qui séparait les deux sexes... ce qui reste un débat qui ne peut intéresser que les croyants. Pourtant, ce même Oubrou, qui avait fondé à Bordeaux, au début des années 1990, une structure appelée Association des Musulmans Girondins - en fait une officine qui développait les préceptes défendus par les Frères Musulmans - s'est retrouvé à faire tribune commune avec Alain Soral dans une salle où l'assistance était composée d'un mélange de fafs et de femmes voilées. Pour autant, après 2009, donc après cette tribune commune avec Alain Soral, on retrouve dans la presse *mainstream* des références à Oubrou le présentant à nouveau comme un prédicateur modéré et soucieux de moderniser la religion musulmane. *Libération* lui sert la soupe à intervalles réguliers, en omettant évidemment de souligner que ce type vient des Frères Musulmans, et qu'il n'a pas hésité à participer à des conférences aux côtés d'Alain Soral.

GARAP – Ce qu'on remarque avec ce personnage, c'est qu'il ne fait qu'aller dans la droite ligne des positions des Frères Musulmans par rapport au nazisme. À l'époque, les Frères Musulmans avaient été appuyés par la Couronne d'Angleterre à leur fondation, ils ont, en outre, reçu de l'argent de la CIA à partir des années 1950, mais il faut aussi savoir que les Frères Musulmans avaient aussi été appuyés, dès le début des années 1930, par les nazis, qui les ont en partie structurés et ont été de véritables enseignants concernant la structuration et l'organisation.

GARAP – Tout à fait, et déjà à l'époque, ils justifiaient ce lien sous couvert de lutte contre l'impérialisme, à l'époque contre l'Angleterre, et également sous couvert de rejet de la présence sioniste en Palestine.

GARAP – Je tiens d'ailleurs à faire un petit aparté : l'Allemagne était présentée depuis la fin du XIXe siècle, puis par le NSDAP dans les années 1930, comme une nation opprimée et dominée, car elle n'avait pas bénéficié du partage des grands empires coloniaux, et elle avait tenté coûte que coûte une trajectoire industrielle et politique singulière. De plus, comme elle s'est beaucoup structurée en s'imprégnant du militarisme, elle envoyait des ingénieurs et des militaires dans différents endroits comme le Moyen-Orient ou l'Amérique latine – l'exemple de la Bolivie est assez parlant. Toute cette idéologie anti-impérialiste était disséminée à la faveur de ces rapprochements.

GARAP – Pour revenir sur Oubrou, il a reçu la Légion d'Honneur sous le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, sur proposition du Ministre de l'Intérieur Manuel Valls. La Légion d'Honneur lui a été remise à Bordeaux par Alain Juppé, maire de la ville. Donc on voit bien comment un islamiste qui fricote avec des antisémites peut se retrouver propulsé par les médias (y compris des médias de gauche) sur le devant de la scène sous l'étiquette de « modéré », de personne avec qui on peut dialoguer, etc. La consécration pour lui est survenue il y a quelques semaines, quand il a été dit qu'il faisait l'objet d'une fatwa de la part de l'État Islamique, et donc que sa tête était mise à prix car – je suppose – ses positions n'étaient pas encore suffisamment réactionnaires. Du coup, les médias se sont jetés sur cet événement pour présenter T. Oubrou comme étant au-dessus de tout soupçon par le simple fait qu'il se serait attiré les foudres de l'État Islamique. Or, il est bon de rappeler que les ennemis de nos ennemis n'en font pas automatiquement nos amis. Au sein même de l'islamisme ou islam politique, il peut y avoir des clivages ou même des affrontements ouverts, ce n'est pas pour autant qu'un camp est à choisir. Actuellement, en Syrie, les islamistes iraniens de la République Islamique d'Iran se sont rangés du côté de Bachar el-Assad pour affronter les islamistes sunnites de l'État Islamique ; pour le prolétariat, il n'y a aucun camp à choisir, ils se font aussi bien massacrer par les uns que par les autres. Et dans ce processus, Oubrou n'est évidemment pas à défendre d'une quelconque façon, même s'il est visé par une fatwa. Qu'ils se buttent entre intégristes, à la rigueur, ça fera toujours des cons en moins !

Ainsi, il est toujours intéressant de voir ce qui se cache derrière le discours soi-disant subversif de l'extrême-droite type E&R, car les principaux représentants sont avant tout des patrons qui sont là pour faire du fric, comme ce fameux Guy-Antoine Castex.

GARAP – Ton exemple me fait penser à une autre personne, qui s'épanouit également sur le créneau identitaire, qui a fondé le fameux Collectif contre l'Islamophobie en France, structure qui se distingue par ses procès systématiques contre tous ceux ayant une parole attaquant de près ou de loin l'islam. Ce type s'appelle Marwan Muhammad, nommé conseiller spécial en charge des questions d'islamophobie à l'OSCE, organisation internationale regroupant 57 États, et la plus grande organisation de sécurité régionale du monde. Elle se targue d'agir en faveur de la paix, de la démocratie, et de la stabilité pour plus d'un milliard de personnes. C'est donc une organisation très intégrée au business global et aux institutions internationales. Muhammad est un ancien *trader* pour la Société Générale, et il a conçu un logiciel de *trading* qui allait dans le sens d'une explosion de la spéculation en mode casino financier... cette même spéculation qui a déclenché l'explosion boursière de 2008. Ainsi, ces organisations qui font beaucoup parler d'elles dans les médias, qui sont orientées autour de la question identitaire, sont des expressions des tendances du capitalisme tel qu'il se développe aujourd'hui. Tout à l'heure, tu parlais de

l'organisation de la coopération islamique qui regroupe des dizaines de pays du monde arabe ; cette organisation a fait un gros travail de lobbying, notamment auprès de l'ONU et de toutes les petites organisations qui en dépendent, afin que la critique de l'islam passe pour du racisme. Ce forcing finit donc par passer, par exemple dans le milieu associatif, où certaines organisations dites humanitaires acceptent de moins en moins la critique de certaines caractéristiques propres à la religion en général, et à l'islam en particulier. L'Organisation de la Conférence Islamique, l'OCI, regroupe plusieurs dizaines de pays avec lesquels il n'y a aucun problème pour faire du business, bien au contraire. Si la verve identitaire pro-islam et pro-religieuse avance, c'est parce qu'il y a du business à faire avec tous ces pays. Par exemple, entre ces différents pays du monde arabe et des pays occidentaux comme la France, le développement des marchés a le vent en poupe : l'Algérie est le troisième client de la France, qui est le premier investisseur en Algérie ; la France est deuxième investisseur au Maroc et huitième fournisseur de la Turquie, pays à destination duquel elle a multiplié par deux ses ventes . Géopolitiquement, le Ministre de l'Intérieur de l'Arabie Saoudite a eu la Légion d'Honneur, remise par François Hollande ; l'Arabie Saoudite est le premier partenaire commercial des patrons français dans le Golfe et dans le Moyen-Orient. Bref, la liste est très longue : la France, est le neuvième fournisseur du Qatar, qui est son quatorzième client ; le Qatar est un gros investisseur européen, et notamment sur la place parisienne à partir de 2014. il y a une grande perméabilité et une grande ouverture au *businessmen* en provenance du Moyen-Orient et des pays membres de l'OCI, porteurs également d'idéologies et d'une vision de la société qui repose beaucoup sur l'encadrement religieux. Et dans ce cadre, cela ne pose aucun problème, ni au patronat ni à l'État français. Il est important de souligner l'événement qui s'est produit autour de la vente des Rafales : Dassault a vendu ses Rafales au Qatar, or ce sont les mêmes Rafales qui ont bombardé les djihadistes au Mali, ces mêmes djihadistes qui ont été financés par le Qatar. Dans cet exemple, on parle du business identitaire au Moyen-Orient et dans des pays musulmans, mais on peut tout aussi bien parler du business qui se développe avec les catholiques ou les juifs. L'identitarisme qui se développe est une démarche globale qui couvre *toutes les religions sans exception*. Cet événement autour des Rafales a servi la soupe à l'extrême-droite catholique qui s'en est emparé pour faire de la propagande autour de la « montée de l'islam en France », uniquement pour souscrire à des visées identitaires. Notre propos n'est pas du tout celui-ci ici. La finance islamique est développée depuis le début des années 2000 dans les pays européens et aux USA. Cette finance est très médiatisée à partir du Moyen-Orient et consiste à reprendre l'interdiction canonique de l'usure en Islam. Cette interdiction a longtemps été mise en pratique dans le monde catholique, ce qui ne l'a pas empêché de mettre en place un État qui a développé une économie transnationale. Cette interdiction s'est transformée en tradition juridique qui prohibait le prêt à intérêt. En réalité, ce n'est pas un problème pour le business,

car il existe des montages financiers qui permettent de contourner cette interdiction religieuse. Par exemple, la banque ne prête pas d'argent, mais elle achète un bien au-dessus de sa valeur et elle le vend par mensualité. Ainsi, la finance islamique s'est beaucoup développée par le biais de banques bien occidentales : American City Corp, Deutsche Bank, HSBC ont été les trois banques à se lancer dans le business de la finance confessionnelle islamique. En 2004, en Grande-Bretagne, se crée l'Islamic Bank of Britain, première banque européenne de dépôt 100 % islamique, visant à drainer l'épargne de sa population musulmane. On a BNP Paribas qui a ouvert au milieu des années 2000 une banque islamique basée au Bahreïn. En 2004, une filiale du Crédit Agricole s'est également ouverte à ce business. Au sein de ces deux dernières banques, il y a eu la création d'un *Charia Board*, un département composé de spécialistes de l'islam chargés de juger le caractère licite au regard de la Charia de l'investissement : pas de business lié à la viande de porc, aux jeux, à l'alcool... Il y a également d'autres institutions bancaires occidentales comme la Barclays Capital, BNP Paribas. Au niveau des institutions, on a l'AFD, l'Agence Française de Développement, qui, en 2012, a développé la micro-finance dans les pays arabes en menant une enquête sur la finance islamique des PME. En 2013, il y a eu un programme des Nations-Unies pour le développement organisé avec la Banque Nationale du Soudan, qui a mis en place un atelier régional sur la micro-finance islamique : l'objectif était de faire un diagnostic pour comprendre quelles étaient les meilleures pratiques pour développer la micro-finance. Tout ce business-là cadre très bien dans le marquage confessionnel, il s'insère au mieux pour l'alimenter. Ce qui est intéressant aussi, ce sont les propos qui ont été tenus par différents dirigeants, dont des dignitaires de la République française qui, dans le cadre de leurs fonctions, ont appuyé le développement de la finance islamique grâce à des politiques décisives pour pouvoir conformer le business développé en France aux préconisations de la finance islamique. Par exemple, on a Hervé de Charrette, ancien Ministre des Affaires étrangères du gouvernement Juppé, et président de l'Institut Français de la Finance Islamique, institution qui a fait en sorte que le droit commercial français se conforme à la finance islamique. Il a cité Pierre Jouyet, président de l'Autorité des marchés financiers, en 2010 sur Oumma TV : « La finance islamique peut apporter une grande contribution au développement de l'économie française, au financement des infrastructures en particulier, et par conséquent c'est un atout dans notre manche. Il y a un très grand nombre de gens en France qui souhaitent que leur épargne soit placée en fonction des règles du Coran. » Il est marrant de voir à quel point cette finance islamique vient apporter quelques clés pour pouvoir réguler des marchés qui, avec la crise de 2008, ont été beaucoup fragilisés et ont été l'objet de méfiance. Christine Lagarde, qui allait devenir la directrice du Fond Monétaire International (FMI), à l'époque Ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi, a tenu un discours au 2^e Forum français de la Finance Islamique : « *En face de cette crise de tous les excès, le Président de la République a souhaité*

faire des propositions. À cet égard, la finance islamique présente bien des avantages en ce qu'elle condamne la spéculation, et on sait qu'elle condamne le hasard. Je souhaite vous convaincre que Londres n'est pas le seul point de passage obligé de la finance islamique, quel que soit le respect que l'on ait pour cette grande place, et que Paris est aussi une grande place financière, et en matière de finance islamique nous sommes très désireux d'accueillir ceux d'entre vous ou de vos clients qui souhaiteriez une alternative. » En gros, elle montrait patte blanche, elle faisait une danse pour attirer les investisseurs sur la base de la finance islamique, notamment en provenance du Moyen-Orient, parce qu'il y a beaucoup d'argent en terme de liquidités, car il y a beaucoup de créanciers et de fonds souverains. Et dans une perspective de diversification de ces investissements, elle prévoit une grave crise dans les cinq ans qui viennent. Ainsi, l'objectif est d'investir les réserves dans des domaines et des secteurs qui seront productifs et garants d'une certaine pérennité.

Vosstanie – Avec également des objectifs de séduction pour faire pénétrer les pétromonarchies dans l'industrie du divertissement, comme le football.

GARAP – Tout à fait, il y aurait beaucoup à dire sur l'univers du football. Et également au niveau de l'immobilier : le Qatar reste la principale source de capitaux en 2014 dans les investissements immobiliers européens avec 4,9 milliards de dollars. Il est aussi important de souligner que l'Europe, en 2014, reste le marché privilégié des investisseurs dans l'immobilier en provenance du Moyen-Orient, avec 10,2 milliards de dollars. Le Moyen-Orient est la 3^e source de capitaux transfrontaliers dans le monde. L'objet n'est pas de faire une fixation ni sur l'islam ni sur le Moyen-Orient ; maintenant tous ces discours autour de l'identité, de l'identitarisme, ils ont quand même le vent en poupe... et un sacré paquet de pognon sous eux. Ainsi les portes de la bourgeoisie sont grandes ouvertes, qu'elle soit étatiques ou au niveau des marchés. C'est pourquoi il y a beaucoup d'intrications, de tolérances, de porosités à un certain développement de modes d'organisation sociale, à une certaine vision de la société de plus en plus répressive, car cela permet de contrôler les masses, certes, mais c'est une tendance qui vient aussi des investisseurs, qui amènent, avec leurs capitaux, une certaine idéologie, et qui tiennent à avoir une certaine influence.

Vosstanie – Mais est-ce l'identité qui dit quelque chose de la marchandise, ou est-ce la marchandise qui dit quelque chose de l'identité ?

GARAP – Dans ce cas-là, c'est une intrication. Ici, c'est l'identité qui prend des formes marchandes et qui s'intègre dans des formes pacifiques de business. Cela reste une identité transnationale.

Vosstanie – Parce qu'on peut faire le parallèle avec le business *gay friendly*, et l'élargir à tous les secteurs.

GARAP – On s'attache ici au business confessionnel parce que c'est celui qui a plus le vent en poupe, et qui essaye de toucher l'ensemble des catégories sociales, et qui s'accompagne quand même le plus ouvertement d'une régression sociale, ou du moins d'un aménagement de la régression sociale généralisée. Là, on s'aperçoit concrètement que ça prend des formes ouvertement économiques, ça s'incarne dans des investissements, dans des marchés, dans des contrats, et par conséquent dans des rapports géopolitiques ; ce ne sont pas juste des personnes qui viennent mettre en place des modes d'organisation de la société, cela se fait en toute discrétion. Parce que si ce n'était *que* de l'idéologie, ça ne marcherait pas. C'est d'abord une vraie puissance économique qui est à l'œuvre. Et à la faveur d'ouverture, de désencastrement des points de valorisation du capitalisme au niveau mondial, on a aussi une vision de la société, pour toutes les raisons que l'on a vu tout à l'heure, qui bénéficie du soutien de véritables forces économiques.

Vosstanie – Et cette puissance économique accompagne la régression. Fondamentalement, on aurait pu croire que le capitalisme accompagnait une forme de développement linéaire, presque progressiste des choses. C'est un peu cette vision à l'œuvre dans le développement d'un capitalisme *gay friendly*, dans le cadre d'une conquête de marché de type progressiste, dans le cadre d'une ouverture en rupture avec tout ce qui représentait une forme traditionnelle ou considérée comme telle. Pour autant, le devenir du capitalisme dans cette vision-là, c'est de plus en plus le contrôle, avec une accentuation de la répression et d'une tolérance répressive.

GARAP – On casse en vérité les vraies bases sociales de la tradition, c'est ça qu'il faut comprendre. Mais cela se fait en faveur d'une recomposition identitaire ; l'identitarisme est une marchandise transnationalisée, qui vante les traditions une fois celles-ci vidées de leur existence, désubstantialisées. On en parlait lorsqu'on a évoqué cet islam venu d'ailleurs et qui s'imposait dans divers pays. Par exemple, quand on voit la façon dont la Confrérie des Frères Musulmans a vendu son programme politique, puis la façon dont elle a essayé de l'appliquer, de quoi s'aperçoit-on ? Elle a vendu son programme politique en Tunisie, en Egypte et en Turquie, sur la base de perspectives de redistribution des richesses mais toujours en vantant l'égalitarisme, dont nous rabâche les oreilles Houria Bouteldja, qui serait intrinsèque à la religion, base de la justice. Quand la Confrérie arrive au pouvoir, qu'applique-t-elle ? Les préconisations du Fonds Monétaire International, en cassant les droits de la classe ouvrière. On nous a fait la distinction dans les médias, et pendant des années, entre les islamistes modérés et les autres, en prenant pour exemple l'AKP ; l'AKP écrase

les salaires, détruit les droits, et fait développer le business avec l'Europe. La Turquie est devenue une des bases arrières, un des ateliers industriels des transnationales européennes. Donc l'AKP écrase les salaires, ils maintiennent sous verrou le prolétariat en Turquie, et développent des vellétés impérialistes qu'ils négocient avec le reste des acteurs dans la région et avec les pays qui sont en position de force dans leurs organisations internationales, vellétés impérialistes concernant la Syrie notamment. L'identitarisme développé par les Frères Musulmans qui sont à l'AKP, il se mêle à une régression sociale et un développement du marché, et ça a été la même chose avec Morsi en Égypte. Morsi est venu en Égypte, il a été contracter des prêts auprès de la Chine, il a accepté les prêts du FMI qui, eux, étaient conditionnés par la mise en place de politiques d'austérité. La population en Égypte, dont la classe ouvrière, s'est très rapidement aperçue que les petites promesses, basées sur la religion et vendues par les Frères Musulmans suite à la révolution ne seraient pas tenues une fois ces derniers au pouvoir. Et avant leur accession au pouvoir, ils ont sous-traité la redistribution sociale que leur avait laissé en pâture les politiques néolibérales appliquées par Moubarak. En gros, toute cette analyse sert à souligner que l'identitarisme ne fait appel à la tradition que pour mettre en place des marchandises enveloppées dans de l'identité ; et à partir du moment où l'identité prend une forme marchande, dans le concret, la société a déjà été désubstantialisée des formes de rapports sociaux qui font vivre la tradition. Voir notamment l'exemple de la Somalie avec les shebabs qui mettent en place des formes d'islam contraires à la religion musulmane pratiquée depuis des lustres dans ce pays. Idem au Maroc, en Tunisie ; l'islamisme en vogue provient de l'Arabie Saoudite, qui est wahhabite. L'Égypte a envoyé des milliers d'ouvriers travailler sur des chantiers en Arabie Saoudite ; lorsque ces derniers en sont revenus, poussés par des fonds économiques, ils ont commencé à développer des idéologies wahhabites. Pareil en Tunisie : sur les campus universitaires, les femmes habillées en burqa étaient payées des centaines d'euros, ce qui est désormais un secret de polichinelle, pour pouvoir petit à petit casser les formes laïques d'enseignement dans ces campus.

Vosstanie – Mais ne serait-ce pas un point de recomposition qui est propre au développement du capitalisme au Moyen-Orient ? On a tendance à croire que dans une démocratie de marché en Occident, il y a une déconnexion entre le libéralisme culturel et le libéralisme économique. On continue de penser qu'il n'y a pas encore de rencontre entre ces deux formes, que le progressisme social et culturel, pour se greffer à la marchandise, a besoin de fluidité. Et on a pensé un temps que tout cela était déconnecté. On a tout de même l'impression que, au final, la régression culturelle accompagne la régression capitaliste. On peut faire des parallèles avec ce qui pourrait advenir dans l'avenir du capitalisme ; le capitalisme accompagne aussi sa méthode de gestion culturelle de la répression. Et pourtant on a l'impression que ça a été déconnecté.

GARAP – Oui, ça a été déconnecté un temps pendant ce que l'on appelle grossièrement « Les trente glorieuses ».

Vosstanie – Mais est-ce que ce n'est pas contre-tendancier ? On a tout de même l'impression que le capitalisme est beaucoup plus fluide que ça, il est beaucoup plus dynamique, il se nourrit aussi de cette fluidité.

GARAP – Il va chercher cette fluidité du côté de la destruction de ce qu'il considère comme rigide, c'est-à-dire de ce qui constitue le *welfare state*. Ça, c'est rigide, ce mécanisme redistributif qui est vu comme l'une des forteresses à abattre pour les substituer par des marchés. La fluidité se fait également du côté de l'écrasement des salaires, car le salaire offre une rigidité qu'il est important de remettre en question. On entend au quotidien dans les médias parler de la rigidité des salaires, de la rigidité des dinosaures syndicaux, et derrière tout ça des paradigmes marxistes et toutes ces conneries. Je décris là ce qu'on pourrait appeler le capitalisme débridé. Ce n'est bien sûr qu'une tendance : cette fluidité se développe dans le cadre d'attaques, mais aussi de négociations, faut pas se mentir sur ce point. Impossible d'abattre tout du jour au lendemain. Il est important de voir que cette intensification qui se marie totalement avec la fluidification du capitalisme se fait dans le cadre d'un capitalisme en crise, donc un capitalisme qui a besoin de piller et d'attaquer les droits des travailleurs pour continuer d'exister. Je pense qu'ici il y a une donnée de l'équation qui est fondamentale pour bien comprendre ce qu'il nous arrive avec ces phénomènes identitaires auxquels on a affaire tout le temps. Par exemple, les institutions européennes, qui concernent également les institutions nationales en Europe, ce sont des institutions qui ne se cantonnent pas uniquement à la ligne de démarcation rigide entre le public et le privé, bien au contraire. Ce sont des institutions qui ont été mises en place pour pouvoir désenclaver les sphères publiques et privées, c'est-à-dire désenclaver les centres de décision institutionnels et politiques, et les centres de décision économiques, par exemple au niveau des transnationales. Ce sont des discours portés par les altermondialistes, seulement ils ne vont jamais jusqu'au bout de la logique, parce que le but de ces derniers c'est le retour à l'État-providence, sans parler des discours conspirationnistes de beaucoup de ces personnes. Il y a à l'œuvre une imbrication, un enchevêtrement entre le capitalisme porté par des acteurs privés, et puis des personnes censées être des fonctionnaires, des technocrates, des administrateurs, alors qu'en réalité ces personnes font souvent l'aller-retour entre la sphère économique et la sphère institutionnelle. Là, les portes sont grandes ouvertes. Et, au niveau des institutions européennes, se développe cette logique. Alors l'identité là-dedans ? L'identité est intéressante parce qu'il s'agit de faire du business, il s'agit aussi de domestiquer les masses, il s'agit d'abattre les droits, il s'agit de casser l'État – au sens de *welfare state*, non pas au sens de la totalité que nous on voudrait briser – dans son ancienne forme pour le restructurer afin qu'il

soit à la remorque d'intérêts capitalistes privés. Là-dedans, l'idéologie identitaire et ses représentants ont une place à prendre. On peut voir qu'au niveau des institutions européennes, l'Église a une longueur d'avance parce que de nombreuses personnes ayant fondé les institutions européennes venaient de la démocratie chrétienne ; aujourd'hui on s'aperçoit que dans les différents articles et traités qui structurent ces institutions, on a la reprise de formules et de concepts qui viennent intégralement de la doctrine sociale de l'Église. Cette doctrine a été pensée par le Vatican pour continuer un capitalisme en crise, car elle a été pensée à la fin du XIXe siècle et développée dans les diverses organisations du Vatican, y compris au sein des organisations ouvrières, afin de contrer la poussée ouvrière, et en particulier ses pointes révolutionnaires. C'est Léon XIII qui a théorisé cette doctrine sociale qui est reprise encore aujourd'hui. Et on a des principes entiers qui sont littéralement repris dans les différents traités majeurs qui façonnent les institutions européennes.

On entend, depuis maintenant plusieurs décennies, et ça monte en puissance, des concepts qui nous reviennent en permanence aux oreilles : concept de gouvernance, concept de démocratie participative, concept de société civile, concept de salaire équitable. Tous ces concepts-là proviennent directement de la doctrine sociale de l'Église, et ils sont repris dans les traités des institutions européennes. On peut partir du principe de subsidiarité. Le Vatican, à la fin du XIXe siècle, défend la propriété privée, il considère la question sociale comme devant être résolue car c'est un problème pour lui à l'intérieur de l'Évangile. Jusqu'à Jean-Paul II, cette position est reprise. Cette position va être développée jusqu'à être l'un des éléments fondateurs du corporatisme, également développé par Léon XIII. Et de nos jours, les critiques contre l'Église n'ont plus aucun écho, c'est uniquement laissé à quelques laïcards genre Fédération de la Libre Pensée, alors qu'au contraire c'est un sujet important. Voir ce qu'il se passe ici, c'est aussi voir la façon dont la société qui est mise en place est aussi conforme aux préconisations de l'Église, qui n'a rien à voir avec la petite église au fin fond de la prairie, mais l'Église-État qui possède des banques et qui participe complètement au capital transnationalisé. Ainsi on a différents principes actifs au cœur même du fonctionnement des institutions européennes, dont le principe de subsidiarité. Qu'est-ce que c'est ? C'est un principe qui a été défini dans le *quadragesimo anno*, une encyclique du pape Léon XIII, disant : « *L'autorité publique abandonne donc au groupement de rang inférieur le soin des affaires de moindre importance où se disperserait à l'excès son effort. Elle pourra dès lors assurer plus librement, plus puissamment, plus efficacement les fonctions qui n'appartiennent qu'à elle, parce qu'elle seule peut les remplir, diriger, surveiller, stimuler, contenir, selon que le comportement, les circonstances en exigent la nécessité. Que les gouvernants en soient bien persuadés, plus parfaitement sera réalisé l'ordre hiérarchique des divers groupements selon ce principe de la fonction de subsidiarité de toute collectivité, plus grandes seront l'autorité et la puissance sociale, plus heureux et plus prospère l'état des affaires*

publiques. » En fait, le principe de subsidiarité, c'est le fait d'abandonner l'intervention étatique à des communautés qui sont censées résoudre les questions parce qu'elles sont les plus concernées et les plus proches du cadre dans lequel ces questions se posent ; ou encore de développer différents types de politique. Là-dessus on a la famille, on a les communautés, et on a les entreprises : c'est le principe de subsidiarité qui aujourd'hui s'applique complètement dans les politiques publiques. Ça pose problème, parce qu'immédiatement, ça remet en question les principes d'égalité bourgeois tels qu'ils étaient défendus jusque là. À partir du moment où ma situation, soit en tant que travailleur, soit en tant qu'habitant, dépend d'une situation typiquement locale et que je ne peux avoir de réponse que via des communautés qui sont, pour la plupart, des personnes que je n'ai pas choisies, que ce soient des organisations familiales, communautaires, confessionnelles ou des entreprises, à partir de ce moment-là je ne suis plus qu'un objet. Le politique, même au sens bourgeois du terme, s'efface complètement, au profit d'agents privés qui vont s'occuper de moi alors que je ne leur aurais accordé aucune autorité. Cela va donc travailler à l'inégalité des droits, à la disparité des salaires, à la casse des conventions collectives, à la « territorialisation » de l'exploitation capitaliste ; on voit qu'ici, l'identitarisme a tout à fait sa place, puisqu'à partir du moment où le privé intègre tout le champ du social, l'identité est là pour valider cette nouvelle situation, et hâter ce type de dispositif. Elle vient le hâter d'en haut, et puis le travail se met concrètement en place au niveau local, que ce soit à l'échelle municipale ou régionale. La région est une circonscription, un cadre territorial très avancé par le patronat au niveau européen. Tout cela vient appeler à la charité, parce qu'à partir du moment où on n'a plus tous les mêmes droits, la charité peut donc intervenir. Qui fait la charité ? Qui a le pouvoir de donner quelques miettes parce qu'aucun droit en amont ne définit la répartition des choses ? Ce sont toujours des acteurs du privé, et tout ceci est une émanation directe des principes religieux. On a également les principes de gouvernance : le gouvernement se base sur un contrat politique tandis que la gouvernance, elle, se base sur le principe de gouverner des objets, donc c'est un terme excavé du moyen-âge, avant l'avènement des démocraties bourgeoises à partir du XVIIe siècle. On peut également faire référence aux notions de démocratie participative, ou encore de dialogue civil. On a dans l'article 11 du traité sur l'Union Européenne le passage suivant : *« Les institutions de l'Union donnent par des voix appropriées aux citoyennes et aux citoyens, ainsi qu'aux associations représentatives, la possibilité de faire connaître et d'échanger publiquement leur opinion dans tous les domaines d'action de l'Union. Les institutions de l'Union entretiennent un dialogue ouvert, transparent et régulier avec les associations représentatives et la société civile, en vue d'assurer la cohérence et la transparence des actions de l'Union, la commission procède à de larges consultations des parties concernées. »* Il s'agit ici de reconnaître des entités qui ne sont absolument pas démocratiques dans le sens bourgeois du

terme, car on reconnaît uniquement des acteurs particuliers, et on les prend en compte pour façonner les politiques publiques, au cœur même des institutions européennes. On a l'article 17 du traité de Lisbonne qui énonce : « L'Union Européenne reconnaît l'identité et la contribution spécifique aux religieux. Elle maintient un dialogue ouvert, transparent et régulier avec, d'une part les églises, les associations et les communautés religieuses, et d'autre part avec les organisations philosophiques et non-confessionnelles. » Ça rentre complètement dans les rouages de la gouvernance. De là découle la notion de dialogue civil, de laquelle découle la notion de partenaires sociaux, c'est-à-dire que les syndicats deviennent des partenaires. On n'est plus face à des acteurs qui représentent et défendent des intérêts opposés, on est désormais dans une vision complètement contraire de l'organisation sociale où on est tous partenaires dans un même but : le bien commun. Le bien commun aussi découle du vocabulaire clérical. Le bien commun est une personne à part entière dotée d'une âme propre. Si l'État est une âme propre, ce n'est plus du tout la résultante de la volonté populaire. Mon point n'est pas de défendre la réhabilitation de la volonté populaire, parce qu'en réalité, si ça existe, ça veut dire que, pour tous les projets qui étaient assis sur la démocratie bourgeoise, la volonté populaire aurait donné carte blanche à toute cette merde privative qui prêche maintenant le flan à toutes les doxas confessionnelles. Donc le bien commun, c'est ce que dit Jean-Paul II : « *Le système de l'État possède en un sens une âme dans la mesure où il répond à sa nature de communauté politique, juridiquement ordonnée au bien commun.* » Le bien commun serait donc un fourre-tout dans lequel toutes les classes de la société se reconnaîtraient, qui serait basé sur une concorde sociale auquel tout un chacun devrait travailler, quel que soit son statut dans la société, quelle que soit sa condition sociale, quelle que soit l'appartenance à telle ou telle classe sociale. En creux, ça œuvre pour l'interclassisme et la collaboration de classes. D'ailleurs, c'est ce qui est avancé par l'Église depuis la fin du XIXe siècle au travers de sa doctrine sociale jusqu'à aujourd'hui. Tout ça est repris en long, en large et en travers par toutes la classe politique, par des associations à travers l'explosion de l'humanitarisme, et par les syndicats.

GARAP – Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que la version initiale du Traité de Rome de 2004 mentionnait les racines chrétiennes de l'Europe. Il y a eu un débat là-dessus car certains pays membres de l'Union Européenne étaient contre et, finalement, ce passage a été retiré. De plus, autre point, on nous présente de façon spectaculaire les tensions et les guerres entre religions qui peuvent attiser les communautarismes au sein du prolétariat mais, en réalité il y a surtout une coopération des religions sur un certain nombre de sujets fondamentaux, notamment la lutte contre la laïcité et le rationalisme. Je parlais tout à l'heure de Tareq Oubrou, j'ai omis un détail qui compte à son sujet : cet individu à ses entrées tellement partout qu'il a même été au Vatican, où il a été reçu par le pape en personne ! Hasard du calendrier, c'était le 8 janvier 2015, le

lendemain du massacre des journalistes de Charlie Hebdo par deux islamistes. Cette concordance des temps est vraiment ironique car Oubrou - proche de Soral qui, lui, crachait depuis toujours sur ce journal - se retrouve le lendemain des attentats chez le pape pour prôner le dialogue inter-religieux et condamner les attentats.

GARAP – Avec ces différents exemples, concis mais assez révélateurs, on voit bien que les institutions européennes ne peuvent pas être dissociées des institutions nationales, pour la simple et bonne raison que ceux qui sont à la base des institutions européennes sont ceux qui ont été élus dans les cadres nationaux. On peut penser au Conseil Européen, qui regroupe les différents ministres de l'Union Européenne. Donc toutes les salades qui consistent à opposer l'État-nation à l'Europe, c'est déjà une absurdité en termes historique et concret, au niveau du fonctionnement des institutions, et évidemment il s'agit de verve identitaire sur laquelle il faut gerber... une verve identitaire qui est notamment défendue par le Parti Ouvrier Indépendant (POI) et le Parti Ouvrier Indépendant Démocratique (POID), anciennement le Parti des Travailleurs (PT), anciennement Mouvement pour un Parti des Travailleurs (MPPT), anciennement Organisation Communiste Internationaliste (OCI), etc. Ces partis muent comme des serpents, et sont aussi des diffuseurs d'un identitarisme de type nationaliste à l'extrême-gauche. Là, il s'agit de décrire comment les forces religieuses s'inscrivent, se fondent, s'épanouissent à l'intérieur d'institutions complètement recalibrées pour qu'un déchaînement marchand se produise contre les travailleurs et contre leurs droits. Il ne s'agit ni de défendre les droits bourgeois, ni les salaires, parce que notre but est l'abolition de l'ensemble des classes et de l'État, mais ce serait absurde de considérer qu'un capitalisme qui t'envoie un char d'assaut pour raser ta baraque, et un capitalisme qui aménage un jardin au bout de ta baraque, ce serait le capitalisme d'une même période. Ce n'est absolument pas la même chose. Je parle bien sûr du capitalisme sous nos latitudes, bien évidemment le capitalisme prend toutes ces formes sur l'ensemble de la planète, et je pense que c'est à ce niveau-là qu'il faut le voir, au niveau mondial et au niveau de la reproduction du capital. Ce qu'il se passe au niveau mondial, c'est une régression mondiale généralisée : il y a à la fois la guerre sous d'autres latitudes, le pillage effréné des matières premières, la destruction des droits ouvriers, l'écrasement des salaires, la répression de plus en plus ouverte et brutale du prolétariat dans les pays avancés. Tout ceci sous la pression d'une intensification marchande qui se déroule au travers d'un identitarisme, qui n'est qu'une étiquette marchande et un moteur auxiliaire de la marchandise, et qui vient mettre en place des formules de domestication des masses.

Vosstanie – Je vais vous citer un extrait d'un discours dont il faut retrouver l'auteur : « Les représentants de cette oligarchie financière siègent au

conseil de régence de la Banque de France depuis sa fondation par Bonaparte en 1803. » Ceci est un extrait d'un discours qui date de 1936, discours de Maurice Thorez qui lance sa main tendue aux catholiques. On a l'impression que c'est une vieille technique stalinienne de tendre la main à des forces politiques particulières. Mais quel véritable rapport de force s'est établi, à l'époque, derrière cette main tendue ? Les staliniens ont-ils besoin d'un soutien électoral ? Les religieux s'en saisissent-ils pour pouvoir mieux jouer leurs cartes politiciennes ?

GARAP – C'est un peu des deux. Force est de constater que la gauche, aujourd'hui, en terme d'organisation des masses, n'a plus du tout le même poids qu'elle avait en 1936. Les choses ont donc bien changé en terme de rapports de forces. Cela nous renvoie aussi aux chapelles trotskistes et à la Confrérie des Frères Musulmans depuis les années 1990 : qui joue avec qui ? Très franchement, quand tu joues à ce petit jeu, lorsque tu es dans une petite organisation trotskiste et que tu prétends jouer avec une organisation qui a plusieurs décennies d'existence derrière elle, qui a beaucoup de pognon et qui est à la tête de plusieurs gouvernements dans différents pays, évidemment que c'est la deuxième organisation qui pèse sur la première. Après, ce qui anime ces différentes forces politiques, dans la mesure où elles n'appliquent plus un programme spécifique, car elles vont devoir appliquer un même programme qui doit être appliqué partout quelle que soit la couleur politique des exécutifs, c'est le clientélisme, donc faire du court-terme pour pouvoir se maintenir à la tête des institutions, vaille que vaille, le plus longtemps possible, peu importe les interlocuteurs. Lorsqu'il y a compromission, cela signifie aussi qu'en amont il y a quelque chose que l'on souhaiterait garder. Mais dans ce cadre-là ce n'est même pas le cas ; ça fait bien longtemps que les références à l'émancipation ouvrière, dans le concret, elles n'existent plus. Les différentes formations politiques animées par les staliniens et les trotskistes, en gros le marxisme-léninisme incarné dans des organisations, ça fait bien longtemps qu'elles jouent leur rôle de répression du prolétariat. Il faut l'admettre désormais en tant que tel, car aujourd'hui comme hier se sont de bons gestionnaires de la gouvernance capitaliste, et leur objectif c'est donc de faire du clientélisme pour se maintenir au pouvoir, et ce quelque soit la dégradation des rapports sociaux. Ils sont justement là pour appliquer des politiques de régression sociale.

GARAP – Par rapport à ce qui a été dit tout à l'heure, une précision : une partie du prolétariat avait déjà identifié les staliniens comme ses ennemis. En toute logique, la perspective de la main tendue était donc plutôt destinée à la classe moyenne.

Vosstanie – C'est d'ailleurs clairement dit dans le discours de Thorez : « *Les petites gens des classes moyennes, le fonctionnaire licencié, le commerçant en faillite, l'épargnant ruiné, l'ingénieur sans emploi, l'avocat sans*

cause, le médecin sans client, l'étudiant sans avenir, toute une jeunesse inquiétée et déprimée. »

GARAP – Sauf qu'à l'époque de ce discours, le rapport de force était quand même plus en faveur du Parti Communiste, qui était une puissance montante, qu'à l'heure actuelle où le Parti Communiste, là où il détient encore des collectivités locales et des mairies, doit bien racler les fonds de tiroir pour récupérer quelques voix afin de se maintenir encore le temps d'un mandat ou deux avant de disparaître définitivement. En 1936, c'est un parti qui gagne des voix, on est plus à l'époque dans une logique d'application bête et méchante des directives de la III^{ème} Internationale prônant l'unité nationale sous couvert d'antifascisme afin de ne surtout pas parler de révolution au prolétariat.

GARAP – À partir de 1932, le Parti Communiste s'est mis derrière la bannière nationale en France. Et il faut rappeler que 1936, c'est aussi la date du début des procès de Moscou. Donc si tu mets ce discours en parallèle des procès de Moscou, ça donne un certain éclaircissement.

Vosstanie – J'invite d'ailleurs tous les gens à lire ce texte de Maurice Thorez, on a l'impression d'écouter tout ce qu'on a pu entendre à Nuit Debout. C'est incroyable tellement les événements d'hier et d'aujourd'hui se font écho.

GARAP – Pour prolonger le propos, cette continuité des rapports de force, qui en fait n'en sont pas, ce ne sont que des rapports de connivence. En réalité, ça appelle à ce que le phénomène prenne des formes diverses et variées, et qu'il ne se cantonne pas à de la politique politicarde avec la gauche. Ces organismes vont là où les opportunistes les mènent, et il y a eu bien entendu des accords électoraux avec la droite, dans une petite ville qui a longtemps fait partie de la banlieue rouge, Bobigny.

GARAP – En effet, à Bobigny la droite a pris la ville aux staliniens en 2014, au prix d'alliances avec un certain nombre de petites frappes locales, sur fond de clientélisme et de revendications religieuses, notamment musulmanes. Ce sont des faits qui ont été évoqués dans la presse nationale, y compris *Marianne* (http://www.marianne.net/Comment-la-droite-confie-Bobigny-a-des-petits-caids_a240181.html et <http://www.marianne.net/bobigny-premier-adjoint-au-maire-condamne-stage-citoyennete-100239567.html>), jusqu'à mettre à jour des histoires sordides : une des membres de l'équipe municipale de droite était soupçonnée d'avoir rédigé un tract anonyme concernant une autre personne de l'équipe municipale ; cette autre personne, une certaine Linda Benakouche, était dénoncée dans le tract comme étant en couple avec un des accusés - maintenant condamné - du gang des barbares, tristement connu pour avoir enlevé, séquestré, torturé et assassiné un jeune juif, pour des motifs à la fois crapuleux et

antisémites. Dans cette équipe municipale *de droite*, il y a donc la compagne d'un des membres du gang des barbares, et cette Linda Benakouche a elle-même déjà été condamnée par le passé pour des faits de séquestration et de violence en réunion. On voit que les staliniens n'ont pas le monopole des connivences communautaristes et mafieuses à de pures fins de politique politicienne. En l'espèce, il s'agissait donc de reprendre une ville qui était tenue par les staliniens depuis 90 ans. Un autre exemple, à Rennes, lors des dernières élections municipales : les socialistes ont reproché à la droite d'avoir intégré sur leur liste un musulman membre de la Manif Pour Tous, plus ou moins proche des soraliens. La droite espérait, en mettant un musulman membre de la Manif Pour Tous sur les listes, avoir les voix des musulmans habitants ou censés habiter dans les quartiers populaires, pour espérer faire basculer à droite cette ville qui est à gauche depuis 1977.

Vosstanie – Pourrait-on finir en abordant le point sur l'identité nationale ? On peut essayer de tracer une ligne d'horizon commune qui viendrait presque théoriser ce qui se dégage de la problématique de l'identité. Qu'est-ce qui ferait que l'identité c'est un peu cette injonction paradoxale qui serait le propre d'être une marchandise tiraillée, c'est-à-dire aussi libre que structurée pour le marché de la reconnaissance, qui se désengagerait de la problématique de classe pour mieux affronter une guerre qui vient ? Car pour paraphraser le titre d'un livre d'un proche d'Attac, L'identité c'est la guerre, et c'est ce qu'on nous propose, sous la forme de masques et d'habits pour se distinguer dans ce marché de la reconnaissance, qui masque en fait des habits guerriers.

GARAP – C'est tout à fait ça, c'est exactement le processus auquel on a affaire au niveau de l'identité. Ce sont des modalités au travers desquelles l'individu dépossédé, dénudé par l'emprise marchande, rentre dans la guerre que se livre la marchandise à elle-même dans le cadre concurrentiel, et aussi que livre la marchandise à l'humanité et à ses conditions de reproduction à court ou moyen terme. Ce sont des regroupements sur la base de l'exclusion, et qui viennent aménager la séparation capitaliste, qui elle-même est une séparation en crise, puisque le système l'est, et qui ne lâchera jamais l'affaire, à moins qu'on lui balance une révolution dans la tronche.

Vosstanie – Y a-t-il des sujets que l'on n'a pas attaqué, des points à préciser, des détails à développer ?

GARAP – Il y a certainement des angles que l'on n'a pas abordés, parce qu'il s'agit d'un sujet quasi inépuisable, peut-être. Parmi les exemples que l'on prenait pour bien expliquer que l'identité est aussi un business, on a abordé le cas de la Turquie. C'est aussi un régime qui prône un ordre moral, et dont les dirigeants, pourtant élus, multiplient les attaques contre toute forme de

modernité ou ne serait-ce que d'ouverture, comme par exemple l'avortement. Il y a toute une injonction faite aux femmes turques pour qu'elles pondent au moins trois enfants, ça c'est pour la politique en interne... Mais, en externe, la Turquie du religieux Erdogan, c'est aussi une alliance avec l'État Islamique par le biais d'achats de pétrole en provenance de territoires contrôlés par lui ; le pétrole suit d'ailleurs un circuit à travers les États tellement opaque que, interrogé dernièrement sur la possibilité que Total commercialise en France du pétrole en provenance de l'État Islamique, Manuel Valls a répondu : « *Je ne pense pas que ce soit le cas.* » Donc Valls ne pouvait même pas garantir à 100% que Total ne finançait pas de manière indirecte l'État Islamique ! Puisqu'on a abordé le cas de la Turquie et de l'Égypte, il ne faut pas oublier que la Turquie est membre de l'OTAN, donc on ne peut pas considérer ce pays comme menant sa politique tout seul dans son coin sans soutien des grandes puissances, notamment les USA et la France, car l'OTAN, justement, est avant tout une structure de coopération militaire interétatique. Sur l'Égypte, un fait intéressant aussi, on a beaucoup parlé, pour s'en glorifier de manière dégueulasse, de la vente des Rafales à l'Égypte. Pourquoi al-Sissi a choisi les Rafales français plutôt que les avions que les Américains proposaient finalement de lui vendre ? Parce que, en réalité, l'actuel dictateur égyptien voulait faire payer au département d'État américain le fait que, jusqu'au dernier moment, le gouvernement avait soutenu le gouvernement des Frères Musulmans pourtant totalement discrédité auprès de la population égyptienne, notamment dans les couches populaires. Donc le choix égyptien des Rafales français a été motivé par ce genre de considération, notamment par le fait que l'actuel dictateur reprochait aux USA de s'être officiellement opposés à l'inscription sur la liste des organisations terroristes des structures égyptiennes des Frères Musulmans.

GARAP – Tout à l'heure était évoqué le nationalisme, et je pense qu'il est bon de faire un petit point sur le nationalisme. Il est intéressant de constater que le nationalisme est mis en avant par des États qui ne se présentent pas de prime abord comme des États nationalistes, mais c'est un ressort sur lequel jouent bon nombre d'États issus de bureaucraties, notamment marxistes-léninistes. Je pense en particulier à la Chine et à la Russie. La Chine utilise depuis quelques années le nationalisme au service de velléités impérialistes, en particulier dans le conflit larvé qui existe avec le Japon au niveau de la mer de Chine, où les USA sont immédiatement impliqués. Ce sont des conflits assez lourds de menaces ou de dangers. Pour la Russie, c'est la même chose : dans une autre émission, Joao Bernardo a qualifié la Russie de Poutine de fasciste. Personnellement, je ne crois pas. Sur le point de la Russie, je l'ai trouvé en contradiction avec ce qu'il développait sur le rôle du fascisme dans le cadre d'une transition entre la domination formelle et la domination réelle du capital, c'est-à-dire du passage de la plus-value absolue à la plus-value relative dans des pays où ce passage ne peut pas se faire parce que, soit ils sont très en retard, soit il y a un mouvement

ouvrier qui s'y oppose. Dans ce cadre, la Russie et la Chine y sont passés depuis pas mal de temps ; la chute du Mur de Berlin a été ce passage à la transition vers l'intégration de la Russie dans le marché mondial. Pour la Chine, c'est la même chose : à partir de 1989, on a eu des dizaines de banques européennes qui se sont pointées en Chine, comme par hasard c'est le printemps de Tian'anmen. Quand on regarde l'Amérique latine, il est intéressant de constater qu'il y a du nationalisme, comme dans le cas du Venezuela ou de la Bolivie ; pourtant ce sont des solutions politiques qui venaient de l'extrême-gauche, qui mélangeaient des formules bureaucratiques avec de l'indigénisme, qui a des racines en Amérique latine : Les sept essais sur la réalité péruvienne de Mariatégui, qui a été un penseur assez influent au Pérou... Et on a eu aussi le boliviarisme avancé par Chavez.

GARAP – Dans le cas de Chavez, sa vision politique se teintait de références ouvertes au christianisme, et il se réclamait textuellement de Jésus Christ.

GARAP – Tout à fait, la politique de Chavez a été un melting-pot, et ça a été pareil pour le président bolivien Morales, qui venait d'un vieux syndicat bolivien. Et tout cela a travaillé dans un sens nationaliste en Amérique latine. Cette question nationaliste est intéressante à mettre à jour à la lumière de formules bureaucratiques pas vraiment accomplies, ou alors dans des formes d'État, anciennement des bureaucraties marxistes-léninistes, qui se sont converties au libre-marché ou à l'économie de la rente grâce à la vente du pétrole. La Russie a intégré le marché mondial non pas en développant des industries, mais dans des formes parasitaires comme l'économie de la rente, ce qui n'est pas vraiment le cas de la Chine.

Vosstanie – Est-ce que, pour l'identité ethnique, que j'ai envie de circonscrire presque à une aire géographique européenne, ce n'est pas une sorte de ciment qu'essaye de se trouver l'Europe dans une conflagration économique ? Même s'il y a eu l'accueil de migrants en Allemagne, est-ce que cette frontière, qui est en train de se mettre en-dehors de toute l'Europe, n'est pas en train de s'agglomérer autour de l'identité ethnique blanche. Comme si on cherchait à trouver un ciment commun face à la conflagration économique ?

GARAP – Si c'était le cas, alors ce serait un échec puisque, lorsqu'on regarde les programmes des partis nationalistes européens, ils sont en apparence hostiles à l'Union Européenne telle qu'elle se fait. L'identité ne se veut pas européenne, il suffit d'écouter les conneries de Marine Le Pen, elle se limite à une identité française et chrétienne.

GARAP – Elle s'attache surtout à une identité confessionnelle, car eu

égard à l'expérience de la Seconde Guerre Mondiale, elle a encore des difficultés à avancer des discours racialisés au niveau de l'extrême-droite, ce qui est un véritable paradoxe, parce que ce discours se pointe par la petite porte de la gauche et l'extrême-gauche. Donc sur la référence de l'Europe, je serais plus circonspect. Par contre, au niveau de la référence culturelle, qui renvoie immédiatement à la référence confessionnelle, et notamment doctrinale chrétienne, elle est complètement décomplexée et mise en avant.

GARAP – Et, pour le coup, au-delà du Front National, on voit cette résurgence confessionnelle chez Les Républicains ou à l'UDI.

GARAP – Et au cœur même des institutions.

Vosstanie – Quand on essaye de prendre le propos dans l'écoute, on se dirait que l'on se trouve au cœur d'une régression sociale qui pourrait faire penser que le fascisme vient. Ne pourrait-on pas tenter d'expliquer ce qui est en train de se passer ? Parce qu'on a l'impression que la phase du capitalisme libéral est obsolète.

GARAP – C'est justement ce qu'on tente d'expliquer depuis le début de l'émission, à moins que le propos soit inintelligible... C'est justement ce capitalisme débridé et déchaîné qui se déploie, notamment au travers de l'identitarisme. Pour le coup, revenir à des solutions nationales impliquerait des marchés nationaux, donc une régression capitaliste. Quand on parle de crise du capitalisme, on parle d'une crise d'accumulation, or celle-ci, pour résoudre sa problématique, ne va pas chercher à alimenter les problèmes, mais au contraire à désenclaver et à réprimer. Le désenclavement passe par la destruction des droits ouvriers, par la destruction des salaires, par le pillage, par l'exploitation forcée.

GARAP – Tout ça peut aussi bien être fait par l'extrême-gauche type Syriza, que par la gauche socialiste ou que par la droite. Il n'y a aucunement besoin de recourir à une solution de type fasciste.

GARAP – Mais revenir à des marchés nationaux, ce serait contre le bon fonctionnement des marchés. Aujourd'hui, les moyens sont là, les marchés sont déjà désenclavés depuis des décennies, donc ce serait purement absurde. Et d'ailleurs cette forme n'a jamais pris. On va toujours plus loin dans la transnationalisation. Et il ne s'agit absolument pas de prôner un retour à la nation, parce que c'est la nation qui a accouché de ça. Il ne faut jamais oublier qu'il y a des transitions qui se sont opérées. C'est-à-dire que les mêmes personnes qui sont pour un retour à la nation, sont les mêmes personnes qui ont fait en sorte que le marché se désenclave, que les frontières du capital puissent s'ouvrir. Je ne parle évidemment pas des frontières entre les hommes, ça c'est

encore autre chose. Le retour à la nation serait uniquement le retour au mode d'exploitation précédent, ce qui est tout à fait absurde. De toute façon, la nation n'a pas disparu, elle se cadre très bien dans ce qu'il se passe aujourd'hui. Ce n'est qu'un degré parmi d'autres de la gouvernance et du business. Et l'identitarisme, c'est la mise en place des tensions sur différents domaines : on est un individu, on appartient à une population. On veut absolument nous inscrire dans un cadre imposé. Cela n'a rien à voir avec l'individu et son potentiel de liberté ou encore l'exercice de son pouvoir sur le réel, qui était toléré de façon symbolique par les systèmes démocratiques bourgeois. Ce n'est pas ça du tout. Déjà cette vision avait été écornée lors des différents épisodes de guerre mondiale et de montée des fascismes. Mais symboliquement on avait eu cette vision avec la Déclaration des Droits de l'Homme. Avec l'identitarisme, c'est l'individu qui est segmenté, et en cela ça rejoint l'intersectionnalité, il n'est plus une unité, mais un ensemble de segments qui s'inscrit dans autant de canaux, autant de ressorts de la valorisation capitaliste. Que ce soit des ressorts confessionnels, des ressorts nationalistes, que ce soit des identités de circonstance, tout cela peut faire fructifier la marchandise. Là on voit qu'il y a des grosses tendances à l'œuvre parce qu'il y a crise et volonté de domestication des masses. Il s'agit de l'élaboration d'un *homo economicus* jusque dans l'intime, qui a uniquement pour devoir de fermer sa gueule, produire dans la souffrance, et consommer en silence.

Vosstanie – Mais alors, qu'est-ce que ça raconte sur les nouvelles formes d'autoritarisme ? Parce qu'on s'attendrait logiquement à ce que les bruits de botte arrivent, les petites moustaches fleurissent...

GARAP – Le constat mériterait d'être peut-être nuancé au niveau international mais, en France, le bruit de bottes n'est qu'un argument dont va se servir l'autre candidat lors du deuxième tour de la présidentielle pour se faire élire, en l'occurrence ce ne sera sûrement pas le PS, et ce sera uniquement une formule de chantage au vote utile pour faire barrage à l'extrême-droite... ce qui pourra servir, donc, à faire élire un Alain Juppé en 2017. Il n'y a pas de menace fasciste, il y a juste une utilisation par d'autres organisations situées ailleurs sur l'échiquier politique de la possibilité que Marine Le Pen se retrouve au deuxième tour pour que, eux, puissent faire le plein de voix. Cela a déjà marché en 2002 pour l'élection de Jacques Chirac, ce qui lui a permis de mettre en place durant cinq ans la politique que l'on sait, notamment en tentant de nous entuber avec le CPE. L'année prochaine, ce sera certainement cette même stratégie au programme. Les bruits de bottes, aucune politique n'a besoin de ça. D'ailleurs, dans un passé récent en Europe, lorsque l'extrême-droite s'est retrouvée au pouvoir, il n'y a pas eu de « bruit de bottes » rappelant Hitler ou Mussolini, mais bien plutôt une application fidèle de politiques capitalistes néolibérales telles que peuvent aussi bien les mettre en œuvre la gauche, la droite et même, depuis peu, en Grèce, l'extrême-gauche.

Vosstanie – Donc, le plus grand des autoritarismes c'est celui de la marchandise.

GARAP – Complètement, puisque le fascisme aujourd'hui est une formule obsolète, inapplicable. C'est fini. Le parti unique avec l'enrégimentement des masses sous forme d'encasernement, l'appel à l'armée, l'appel à l'Église qui vient enrégimenter l'ensemble de la population, l'appel au mythe, tout ça c'est bel et bien fini. D'ailleurs, pour ce qui est du parti unique, on l'a déjà, car la gauche et la droite suivent la même politique, et les églises sont partout aujourd'hui, aucun besoin de faire appel à des vraies théocraties. Toutes ces formes ont été balayées par le développement du capitalisme.

Vosstanie – Donc il reste la religion marchande.

GARAP – Ou la marchandise religieuse. Il ne reste bien sûr pas qu'elle, mais c'est une grosse tendance. On ne résume pas l'analyse du capitalisme à ça. Mais l'identitarisme est une grosse tendance de l'évolution du capitalisme contemporain, et constitue un vecteur de libéralisation totale du déchaînement marchand.

Vosstanie – C'est une bonne conclusion. Il y a sûrement des choses que l'on a omis de dire. Je tenais à vous remercier d'avoir participé à cette émission. Ça a duré quelque temps. S'il y a des réactions à propos de cette émission, n'hésitez pas à nous envoyer un mail, à nous insulter, à nous dire toutes vos critiques. On sait qu'on nous attend un peu au tournant, car il s'agit là d'un sujet complexe où tout le monde en prend un peu pour son grade. Le camarade disait tout à l'heure son impression, des fois, d'enfoncer des portes ouvertes ; sincèrement je n'en ai pas l'impression. Ce sont des sujets et des phénomènes à l'œuvre qui ne semblent pas être explicités, des voix que l'on n'entend pas ou peu, et qu'on désespère un peu de ne pas entendre, ce qui donne un côté affolant à toute cette situation, car ces voix restent très minoritaires.

GARAP – Je pense en effet qu'on est attendu au tournant. On fait ce qu'on a à faire, voilà tout. En tout cas, merci pour cette émission, pour avoir eu l'idée de la faire, et pour le courage de l'avoir organisé, avec tout le travail que ça implique. Espérons que sur cette question-là qui nous pollue énormément, il y ait du courage qui se mette à l'œuvre, et qui casse des tabous, qui casse des liens claniques, qui casse des chapes de plomb qui pèsent d'un sacré poids pour la raison que ça risque de vexer les potes, parce qu'on n'a plus l'habitude d'ouvrir sa gueule. Faut arrêter tout ça, toute cette ignorance qui reprend le contrôle des esprits, sous une forme d'apolitisme rance. On n'est pas là pour prêcher la bonne parole, on dit ce qu'on pense, on peut se tromper, et on est très ouverts à la

discussion. Maintenant, ce qui est clair, c'est qu'il y a énormément de forces ultra-réactionnaires qui, à notre époque, essayent vraiment de nous la boucler, si ce n'est plus.

Bibliographie non exhaustive :

DEBORD Guy, La société du spectacle

GARAP, Lettre à Nour

GARAP, Marche au pas

GORTER Herman, Lettre ouverte au camarade Lénine

LUXEMBURG Rosa, Fragment sur la guerre, la question nationale et la révolution

MICHAELS Walther Benn, La diversité contre l'égalité

REICH Wilhelm, La psychologie de masse du fascisme